

AMMAR BELHIMER, MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT :
“LA CYBERGUERRE CONTRE LAQUELLE NOUS METTONS EN GARDE N'EST PAS UNE VUE DE L'ESPRIT”

Page 4

CORONAVIRUS EN ALGÉRIE

175 NOUVEAUX CAS, 2 DÉCÈS ET 162 GUÉRISONS EN 24H

Page 16

ISSN : 1112-7449

MIDI



L'info, rien que l'info

QUOTIDIEN NATIONAL D'INFORMATION

Libre

N° 4197 | Mercredi 17 février 2021 - Prix : 10 DA • www.lemidi-dz.com

TIZI- OUZOU

UNE ADOLESCENTE RETROUVÉE MORTE DANS UNE FORÊT

Page 16

REDA MEHIGUENI DU FRONT EL MOUSTAKBEL :

“LA DISSOLUTION DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE VISE À RÉTABLIR LA CONFIANCE ENTRE LES GOUVERNEURS ET LES GOUVERNÉS”

Page 3



PÉNURIE DE TRAITEMENTS ANTICANCER

S.O.S, DES ENFANTS EN DANGER DE MORT

Page 5



COMPOSITION DU 1^{ER} TRIMESTRE

LES INSTRUCTIONS DU MINISTRE DE L'EDUCATION AUX ACADÉMIES

Page 4



5

*voleurs de cheptel
arrêtés à Sougueur
dans la wilaya de
Tiaret.*

11

*projets
d'aménagement
urbain bientôt lancés
à Constantine.*

150

*foyers dotés
d'équipements
solaires à Beni S'rour,
W. de M'sila.*

Ghardaïa élue wilaya pilote pour l'application numérique du RGA

La région de Ghardaïa a été choisie comme wilaya "pilote" pour tester la mise en œuvre d'une application numérique du recensement général de l'agriculture selon une approche modulaire, préconisée par l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO). L'application numérique de collecte d'informations sur le secteur agricole préconise une utilisation intensive des technologies de l'information et de la communication dans toutes les opérations de recensement, telle que l'utilisation de dispositifs de géo-référencement, y compris les systèmes de positionnement global et les systèmes d'information géographique, ainsi que les tablettes et ordinateurs portables. Le nouveau dispositif numérique et moderne de recensement agricole a été testé sur le terrain dans des exploitations agricoles dans les communes de Bounoura, El-Ateuf, Metlili et Seb-Seb en prévision du lancement, en mars prochain, du recensement général agricole et du cheptel. L'utilisation des méthodes et outils innovants pour la collecte



des données sur le terrain, selon un canevas numérisé au préalable, permet d'accélérer le processus de recensement et d'améliorer la qualité et la fiabilité des données.

La galerie d'art "Ifru Design" lance une série d'ateliers artistiques



La galerie d'art à Alger "Ifru Design" lance une série d'ateliers artistiques à l'adresse des enfants et des adultes dans différents établissements culturels et parcs de la ville d'Alger. Un premier atelier intitulé "Les petits artistes", au profit des enfants âgés de 7 à 14 ans est prévu chaque samedi à la galerie afin de

les initier aux arts plastiques et leur donner des notions de base en arts visuels et en histoire de l'art, il est prévu pour les artistes en herbe des visites de musées et d'expositions. La galerie a également lancé un atelier parents/enfants qui se tient chaque vendredi au parc zoologique de Ben-Aknoun et qui vise, en plus de l'activité artistique familiale, à éloigner les enfants des divertissements virtuels en les initiant aux pratiques écologiques. Les adolescents sont aussi invités à des ateliers de décoration d'intérieur alors que les adultes peuvent prendre part à de petites formations en dessin et peinture en reproduisant des œuvres du Musée national des beaux-arts, une manière aussi d'attirer le public dans ce riche musée. Ces mêmes ateliers d'initiation seront également organisés dans des parcs et jardins publics du centre-ville. Le plasticien et enseignant Karim Sergoua anime, quant à lui, chaque mercredi l'atelier de créations et d'expressions graphiques consistant à débattre en proposant des créations graphiques illustrant les propos de la discussion.

Lancement d'une campagne de promotion des JM 2022

Une campagne de promotion de la 19^e édition des Jeux méditerranéens (JM), que devrait abriter Oran durant l'été 2022, a été lancée par le Comité d'organisation de cette manifestation avec la participation de champions algériens dans différentes disciplines. Des messages vidéo de ces sportifs algériens, ayant réussi à briller sur la scène internationale dans différentes disciplines, ont été publiés sur la page facebook officielle du Comité d'organisation. Ces messages lancent la campagne de promotion des JM, prévus initialement pour l'été prochain avant qu'ils ne soient reportés à l'année prochaine à cause de la pandémie sanitaire, qui a frappé le monde entier. L'initiative, à laquelle participent des visages de proue du sport national, à l'image d'Abdellatif Bekka, détenteur de plusieurs médailles dans des manifestations mondiales dédiées aux sportifs aux besoins spécifiques, la karatéka internationale, Lamia Matoub, Sid-Ali Boudina, le rameur d'aviron international, intervient à un peu moins de 500 jours du coup d'envoi des JM programmés du 25 juin au 5 juillet 2022. Le directeur général du Comité d'organisation des JM, Salim Iles, avait promis que la



campagne de promotion pour l'évènement oranais "sera d'envergure", reconnaissant au passage que sa structure accuse un retard dans ce registre "dû en particulier à la crise sanitaire mondiale qui a chamboulé les plans du Comité d'organisation".

Dépressif, il ingère 1.894... pièces de monnaie

Un Japonais, venu consulter pour dépression, a été envoyé en urgence au bloc opératoire pour se faire ôter... 1.894 pièces de monnaie, soit 8,07 kilos de pièces de monnaie. Un cas similaire a été observé en 2008 : une Américaine de 57 ans qui refusait de manger avait 600 pièces de monnaie dans son estomac.

Marc Gozlan, un journaliste médico-scientifique qui tient le blog *Réalités Biomédicales* a expliqué : "Ce patient est atteint de pica. Ce trouble est caractérisé par l'absorption itérative de substances non comestibles, plus ou moins répugnantes ou nuisibles, telles que de la terre, de l'argile, de la craie, du papier ou, dans ce cas précis, des pièces de monnaie.

Un lézard farceur passe des centaines d'appels

Rentrée chez elle pour déjeuner, un appel de la clinique vétérinaire où elle travaille arrive sur son portable. Elle décroche aussitôt, mais personne ne répond. Elle raccroche, le téléphone se remet à sonner 9 fois de suite en 15 minutes. La vétérinaire se dépêche de retourner au travail, craignant une urgence. C'est là qu'elle découvre le coupable : un petit lézard, juché sur l'écran tactile d'un téléphone du centre, a appelé une quinzaine de fois tous les contacts de la liste d'appel !

D
I
L
I
T

Ammar Belhimer

*"Les résidus de l'ancien système
œuvrent à faire aboutir des mots d'ordre de
désobéissance civile, de troubles et de
recours à la violence, escomptant, à travers
ces actions, un retour au pouvoir."*

RÉDA MEHIGUENI DU FRONT EL MOUSTAKBEL

“La dissolution de l’Assemblée nationale vise à rétablir la confiance entre les gouverneurs et les gouvernés”

Le Front El Moustakbel a salué l’initiative lancée par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qu’il a entamée au lendemain de son retour.

PAR RAHIMA RAHMOUNI

Pour ce Parti politique, “cette initiative de renouer le dialogue avec les Partis politiques est une étape importante pour la consolidation des réformes”, a estimé M. Reda Mehigueni, membre du Bureau national du parti Front El Moustakbel, qui était hier matin l’invité de la rédaction de la Chaîne 3 de la Radio algérienne.

Qualifiant cette démarche de “positive”, l’invité indique que le chef de l’Etat se lance sur plusieurs chantiers, et cela est un signe que “le président de la République veut avancer les choses”, en affirmant que l’entretien du docteur Abdelaziz Belaid avec le président Tebboune s’est focalisé, essentiellement, sur la situation sociale, politique et économique dans le pays. “On n’a pas hésité à dire les choses au Président”, ajoute-t-il.

“On sait tous que nous vivons une situation difficile, une crise multiforme, multidimensionnelle, autant sur le plan économique, politique, sécuritaire sur nos frontières, et sanitaire. Durant toute l’entrevue du Dr Abdelaziz Belaid avec le président Tebboune, les différents sujets ont été abordés avec franchise et transparence”.

Rappelons que le parti politique Front El Moustakbel, par le biais de son premier responsable, Abdelaziz Belaid, a été reçu par le président de la République, Abdelmadjid Tebboune.

Évoquant la dissolution de l’Assemblée nationale lors de l’entretien, Reda Mehigueni a affirmé que cela devrait se faire “dans quelques jours, selon les propos du président de la République”, précise-t-il. Selon l’orateur, cette démarche du président Tebboune “vise à rétablir la confiance entre les gouverneurs et les gouvernés”. A ce propos, pour M. Reda Mehigueni “le Président a une réelle volonté d’engager des réformes. Il suivait de près tout ce qui se passait sur la scène nationale. Pour preuve, dès qu’il est rentré, il a entamé son action. L’essentiel est de travailler ensemble pour réaliser la stabilité politique. Sans stabilité, on ne pourra rien faire, surtout que l’Algérie est ciblée de l’extérieur”.

L’invité de la Radio nationale a réitéré que le vœu du Front El Moustakbel est de voir “l’élite politique, la société civile et les citoyens, contribuer à la préservation de la stabilité du pays”. Cela est, a-t-il ajouté, susceptible de “résoudre tous les problèmes”. Pour Réda Mehigueni, “c’est un grand pas aujourd’hui d’avoir un Président élu, avec un programme, et qui tient ses promesses, notamment celle de dissoudre l’Assemblée nationale pour avoir ensuite une vraie Assemblée élue par le peuple, qui reflète réellement les préoccupations du peuple et soit véritablement représentative”. Concernant le projet de Loi électorale, M. Réda Mehigueni a souligné et a



rappelé, que son Parti a soumis plusieurs propositions à la commission Laraba, et exprimé aussi de vive voix à Monsieur le président de la République, notamment “la nécessité pour les membres de l’Autorité nationale indépendante des élections (ANIE) d’être élus et non désignés”.

Pour rappel, concernant le financement et le contrôle de la campagne électorale et référendaire, le Parti a suggéré de “généraliser” les éventuelles aides que l’Etat pourrait accorder aux jeunes candidats, à l’occasion des élections législatives et locales, pour qu’elles puissent bénéficier à “toutes les catégories de jeunes, indépendants ou appartenant à des formations politiques, et ce par souci d’équité et d’égalité des chances”.

Pour le Front El Moustakbel, l’article 90 n’est pas applicable dans les faits. Celui-ci stipule que “tout don supérieur à 1.000 DA devra être effectué par chèque, virement, débit automatique ou par carte bancaire”. Aussi, a-t-il appelé à l’adapter à la réalité algérienne.

Concernant les dispositions relatives au processus électoraux, le Front El Moustakbel a proposé que les membres et centres de bureaux de vote, ainsi que les membres supplémentaires, “soient parmi les cadres de l’établissement d’enseignement qui sera un centre ou un bureau de vote, au lieu des fonctionnaires de l’Administration qui prêtent serment devant les juridictions territorialement compétentes”.

Le Parti a évoqué l’article 174 de l’avant-projet de loi, lequel stipule que “la liste des candidats aux Assemblées populaires communales (APC) et Assemblées populaires de wilaya (APW), contient un nombre de candidats supérieur de 30 % à celui des sièges devant être occupés”. A ce propos, le Parti estime que “les listes présentées aux élections doivent, au

risque d’être rejetées, tenir compte du principe d’équité hommes-femmes, et qu’elles consacrent au moins 1/3 des candidatures aux candidats âgés de moins de 35 ans, et que 1/3 des candidats sur la liste, ait au moins un niveau d’instruction universitaire”. Néanmoins, poursuit l’orateur, la condition d’équité ne s’applique qu’aux communes dont le nombre d’habitants est égal ou supérieur à 20.000 habitants.

Pour le Front El Moustakbel, les taux mentionnés dans la mouture “ne sont ni réels ni pratiques, et ne prennent pas compte des spécificités de la société algérienne, ce qui rend leur application difficile”. De même qu’ils portent atteinte à la règle de la compétitivité libre et de l’égalité des chances entre les citoyens et citoyennes devant la loi, sans aucune discrimination, de quelque type que ce soit, comme stipulé dans la Constitution.

R. R.

FFS

Vers une nouvelle crise

PAR KAMAL HAMED

Décidemment, le Front des forces socialistes, (FFS), n’est pas prêt à connaître l’apaisement interne, puisque ce Parti est de nouveau au seuil d’une nouvelle grande crise.

C’est la rencontre d’une délégation de ce Parti avec le président de la République, Abdelmadjid Tebboune, qui est à l’origine de ce début d’incendie dans la maison du plus vieux parti d’opposition en Algérie. Cette rencontre ne semble pas faire l’unanimité. En effet, des voix s’élèvent pour dire tout haut leur désapprobation. Et ce sont des membres de la plus haute instance entre deux Congrès, à savoir le Conseil national, qui sont montés au créneau pour exprimer leur opposition à cette rencontre. Ainsi, dès l’annonce de l’audience accordée par le président Tebboune à une délégation du FFS, composée du premier Secrétaire, Yousef Aouichiche, et du membre de l’Instance présidentielle (IP) du parti, Hakim Belahcel, la grogne a commencé à se manifester dénonçant cette action de la direction du FFS. Des mem-

bres du Conseil national sont même allés jusqu’à crier à la trahison des principes du Parti, en considérant que cette rencontre représente une compromission avec le régime. Il est certain que cette nouvelle crise interne risque d’aller crescendo, en prenant de l’ampleur, et ne manquera pas de causer de nouvelles fissures, alors que le FFS vient tout juste de sortir d’une longue crise interne qui a failli l’emporter. On comprend dès lors mieux, pourquoi le membre de l’IP, Hakim Belahcel, est vite monté au créneau dans l’objectif de circonscrire la fronde, en tentant d’expliquer les motivations qui ont amené le Parti à accepter la demande de rencontre formulée par la présidence de la République.

Il faut dire, que le président Tebboune a aussi rencontré d’autres Partis politiques, comme le Front El Moustakbel. Pour Hakim Belahcel, cette rencontre a dérangé “ceux qui ont toujours œuvré pour entretenir le FFS dans les méandres d’une interminable crise interne, pour l’empêcher de jouer un rôle déterminant et décisif dans le dénouement de cette grave crise politique nationale”. Dans un communiqué publié

sur sa page Facebook, il a indiqué que cette rencontre a “bousculé énormément et dérangé les promoteurs et les défenseurs de l’immobilisme politique dans le pays”, ajoutant que “le Parti fait face aux mêmes forces obscures et féroces qui, durant toute son existence, ont reproché aux dirigeants successifs du FFS leur attachement au vrai dialogue inclusif, transparent et responsable. Un dialogue global, qui devrait concerner toutes les parties qui peuvent et doivent jouer un rôle déterminant pour construire un compromis politique historique, pour sauver l’Etat algérien de l’effondrement”. Une explication qui pourrait ne pas suffire pour éteindre l’incendie, et nombreux sont les observateurs qui spéculent déjà sur une nouvelle crise interne. Pour rappel, le FFS est passé par une grave crise ces dernières années, et il a fallu beaucoup de temps pour permettre de trouver une solution. Cette crise a connu son épilogue au mois de juillet dernier, lors d’un Congrès extraordinaire. Un conclave qui a permis l’élection d’une nouvelle direction.

K. H.

AMMAR BELHIMER, MINISTRE DE LA COMMUNICATION, PORTE-PAROLE DU GOUVERNEMENT :

"La cyberguerre contre laquelle nous mettons en garde n'est pas une vue de l'esprit"

Le ministre de la Communication, Porte-parole du gouvernement, Ammar Belhimer, a indiqué mardi que la cyberguerre qui cible l'Algérie à l'instigation de parties étrangères contre laquelle il met sans cesse en garde, "n'est pas une vue de l'esprit, ni un recours ringard à l'ennemi extérieur".

PAR LAKHDARI BRAHIM

"**C**e contre quoi nous mettons en garde n'est ni une vue de l'esprit, ni un recours ringard à l'ennemi extérieur, pour dissuader je ne sais quel pseudo-démocrate de manifester, ce droit étant consacré par la Constitution et encadré par la loi", a précisé M. Belhimer, dans un entretien à Echourouk El-Yaoumi. "Tous les Etats se dotent aujourd'hui d'une doctrine officielle de lutte informatique offensive (LIO), pour encadrer les actions entreprises dans le cyberspace. L'objectif qui leur est imparté est de produire des effets à l'encontre des systèmes adverses, pour en altérer la disponibilité ou la confidentialité des données", a-t-il ajouté. Les opérations clandestines, qu'abrite le cyberspace, "touchent à l'espionnage et au sabotage, mais égale-



ment à la subversion par la propagande et la désinformation, dans l'intention de saper les fondements de l'Autorité, en l'attaquant et en la discréditant sur les valeurs pour la rendre illégitime", a expliqué le ministre. "Pour y parvenir, des voies bien imprévisibles sont empruntées", a-t-il dit. Et de préciser, que "si les médias traditionnels emploient des humains pour produire et diffuser leurs messages en observant des lois et réglementations, des règles éthiques ou coutumières, générant un degré rassurant de responsabilité, ce n'est plus le cas des conservateurs d'algorithmes de robot de Facebook-Google-Twitter qui, placés, sont mis sur pilotage automatique, un peu comme des drones tueurs sur lesquels aucun humain n'assume sa responsabilité". Pour le Porte-parole du gouvernement, le cyberspace est "au centre de toutes les convoitises pour son contrôle pour une première raison : l'attrait qu'il suscite parmi les populations, notamment les plus jeunes".

En 2020, Internet abritait près de 60% de la population mondiale, soit 4,5 milliards de personnes, parmi lesquelles 3,8 milliards disposent de comptes sur les réseaux sociaux, a-t-il fait savoir.

A lui seul, Facebook enregistre plus de 100 milliards de contenus chaque jour, un déluge que ni ses algorithmes, ni sa petite armée de moniteurs humains, ne peuvent contenir de manière réaliste.

C'est la plus grande entreprise des médias de l'histoire du monde, un éditeur et un diffuseur, à la fois, avec environ 2,6 milliards d'utilisateurs réguliers, et des milliards d'autres sur ses autres dépendances

WhatsApp et Instagram, a affirmé M. Belhimer. "Les démocraties sont toutes confrontées à leur dépendance de technologies de communication numériques qui autorisent la formation d'une zone de liberté d'expression mondiale d'une taille illimitée, combinée à une irresponsabilité algorithmique de volumes massifs de désinformation qui se propagent avec une facilité sans précédent", a relevé le ministre, soulignant que "les médias, les dirigeants politiques, les universitaires et le grand public, omettent souvent de mettre en perspective historique la spirale infernale des informations quotidiennes, ayant plutôt tendance à se concentrer sur les derniers événements et crises".

Le ministre de la Communication a souligné, dans ce cadre, que la Constitution de 2020 a repris deux catégories de droit, à l'article 47 dans les termes suivants : "Toute personne a droit à la protection de sa vie privée et de son honneur.

"Toute personne a droit au secret de sa correspondance et de ses communications privées, sous toutes leurs formes".

Le même article 47 insère deux nouveaux alinéas, le 3 et le 4, pour énoncer : "La protection des personnes dans le traitement des données à caractère personnel est un droit fondamental".

"La loi punit toute violation des droits susmentionnés".

Pour M. Belhimer, la vie privée est circonscrite à trois éléments de la personnalité : "le respect des comportements, de l'anonymat et de la vie relationnelle", se disant favorable à "un renforcement de leur protection par l'édition des peines les

plus lourdes, quel que soit le mobile ou le statut social de l'agresseur". "C'est d'autant plus nécessaire, que le phénomène n'épargne personne et prend des proportions alarmantes", a-t-il déploré.

Répondant à une question concernant l'implication de l'Entité sioniste dans la guerre électronique, M. Belhimer dira que "les recherches militaires et leurs applications civiles israéliennes, alimentent généreusement, mais chèrement, les entreprises qui opèrent dans le cyberspace".

"Certaines des technologies les plus secrètes, produites par les développeurs israéliens, restent beaucoup plus proches de leur format militaire original", a-t-il expliqué.

Plus précis, M. Belhimer cite le cas d'un "logiciel offensant vendu à la fois aux pays qui souhaitent espionner leurs propres citoyens ou à des Etats rivaux, et à des sociétés privées qui espèrent gagner un avantage sur leurs concurrents ou mieux exploiter et manipuler commercialement leurs clients".

"Une fois intégrés aux plateformes des médias sociaux comptant des milliards d'utilisateurs, ces logiciels espions offrent aux services de sécurité des Etats une portée potentielle presque mondiale", a-t-il noté. Dans ce contexte, M. Belhimer a évoqué "WhatsApp, une plateforme de médias sociaux appartenant à Facebook, qui a engagé un premier recours devant un tribunal californien contre NSO, la plus grande société de surveillance israélienne, fondée en 2010 par Omri Lavie et Shalev Hulio, tous deux diplômés de la fameuse unité de renseignement militaire 8 200 d'Israël". Concernant ce recours, le ministre explique que "WhatsApp accuse NSO de cyber-attaques, NSO ayant ciblé les téléphones mobiles de plus de 1 400 utilisateurs dans 20 pays".

Le logiciel espion de la NSO, appelé Pegasus, a été à l'occasion utilisé contre des défenseurs des droits de l'Homme, des avocats, des chefs religieux, des journalistes et des travailleurs humanitaires".

La NSO a, par ailleurs, octroyé "une licence d'utilisation du logiciel, à des dizaines de gouvernements, notamment à des régimes n'ayant pas bonne réputation en matière de respect des droits de l'Homme, à l'instar du Maroc", a-t-il ajouté.

L. B.

COMPOSITION DU 1ER TRIMESTRE Les instructions du ministre de l'Education aux académies

A deux semaines des compositions du premier trimestre, qui débutent le 28 février prochain, le ministre de l'Education a fait prévenir à l'ensemble des directions de l'Education, une instruction pour leur expliquer les conditions pédagogiques et sanitaires dans lesquelles doivent se dérouler les évaluations.

Ainsi, pour les matières dites "essentiels", c'est à dire enseignées au moins trois fois par semaine, les compositions dureront une heure et demie, alors que pour les matières dites "secondaires", les compositions se dérouleront sur une heure.

Après les compositions, il est fait obligation aux enseignants, de procéder à une correction collective en classe, avec ensuite remise impératives des copies aux élèves.

Il est également demandé aux enseignants, de rédiger un rapport global sur les corrections, qui doit contenir une typologie des fautes commises par les élèves et nécessité pour les enseignants de les aider à les identifier, pour ne plus les reproduire à l'avenir.

Enfin, le ministre, dans son instruction, rappelle l'obligation du respect du calendrier des examens, qui concerne les trois cycles (primaire, moyen et secondaire), qui pour rappel, n'auront cette année scolaire que deux évaluations, à cause de la pandémie du coronavirus.

R. N.

BLÉ À MOUDRE

L'Algérie veut acquérir 50.000 tonnes de blé

PAR RIAD EL HADI

L'Office algérien interprofessionnel des céréales (OAIC), a lancé un appel d'offres international en vue de l'acquisition de 50.000 tonnes de blé à moudre, rapporte ce lundi l'agence Reuters via le site spécialisé Business Recorder.

L'appel d'offres précise que la livraison doit être effectuée entre le 21 et 31 mars pour les commandes provenant de l'Union européenne (UE), tandis qu'elle devra être effectuée entre le 21 février et fin mars pour les commandes qui proviendraient d'Amérique du Sud ou d'Australie. Cependant, l'appel d'offres de l'OAIC stipule que le blé devra être livré spécifiquement vers deux ports uniquement, ceux de Mostaganem et Ténès dans la wilaya de

Chlef. « Les deux ports spécifiés sont relativement petits et cela peut impliquer l'utilisation de vraquiers, plus petits que ceux habituellement réservés pour expédier les ventes de blé algérien », explique un acteur du marché cité par la même source. "Cela donnerait un avantage au blé de l'UE, en particulier de la France, car il ne serait pas commercialement possible d'expédier de petites cargaisons d'origines plus éloignées comme l'Argentine", a précisé le Trader. Avantage au blé européen, notamment français, le choix de la livraison vers ces deux ports a fait hausser les sourcils des observateurs du marché du blé. "Il est inhabituel que seuls deux ports soient spécifiés dans les appels d'offres algériens. Il y a des rumeurs non confirmées sur le marché, selon lesquelles

d'autres ports pourraient être confrontés à une congestion ou à un manque de capacité de stockage", explique un observateur. "La règle pour deux ports seulement pourrait également indiquer, qu'un petit achat pourrait être effectué dans le cadre de cet appel d'offres. Mais la période d'expédition est d'un mois et demi, au lieu d'un mois comme à l'accoutumée, donc cela pourrait peut-être permettre d'acheter un volume raisonnable", fait savoir le même Trader. Un autre Trader sur le marché du blé a avancé, pour sa part, l'explication que l'objectif pourrait être d'amener les navires à approvisionner des régions spécifiques, sans les coûts supplémentaires de transbordement via les grands ports, précise la même source.

R. E.

FLN, RND, MPA ET TAJ

Des Partis infréquentables



Le président de la République, Abdelmadjud Tebboune, redynamise la scène politique nationale. Dès son retour d'Allemagne, où il a séjourné plusieurs semaines pour des raisons médicales, le président Tebboune a en effet intensifié les consultations avec la classe politique.

PAR KAMAL HAMED

En accordant une audience aux leaders de quelques Partis politiques, le chef de l'Etat entendait ainsi, sans aucun doute, écouter les doléances de la classe politique, alors que le pays se trouve dans un tournant majeur, où il est notamment question de la dissolution de l'Assemblée populaire nationale (APN), et, par voie de conséquence, l'organisation d'élections législatives anticipées. Tebboune a eu ainsi à recevoir les responsables du Front El Moustakbal, du Mouvement El Bina, de Jil Djadid, du MSP, du FFS et du Mouvement El Islah. Une brochette de partis représentatifs de tous les courants politiques activant sur la scène politique

nationale. Des analystes et observateurs ont, à l'issue de ces rencontres, relevé l'absence de quelques Partis politiques, de cet agenda présidentiel. Il s'agit particulièrement, des Partis de l'ancienne alliance présidentielle.

Des Partis qui formaient la coalition gouvernementale durant la période du président déchu, Abdelaziz Bouteflika. En effet, ni le FLN, le RND, le MPA ou TAJ, n'ont eu le privilège d'être reçus par le chef de l'Etat. Les responsables de ces Partis ne figuraient pas sur la liste des Partis auxquels le Président accorde une audience ces derniers jours. Depuis son élection le 12 décembre 2019, le président Tebboune a totalement zappé ces Partis politiques, sur lesquels s'adossaient le régime de Bouteflika. D'ailleurs, ce n'est pas la première fois, que le locataire du palais d'El Mouradia agit de la sorte, puisque il n'a jamais pris langue avec les responsables de ces Partis.

Ces quatre partis dominaient, en effet, toutes les Assemblées et formaient un barrage solide à toutes les velléités d'opposition au régime alors en place, avant la révolution du 22 février 2019. Et c'est au sortir de ce soulèvement populaires, que ces Partis avaient perdu toute crédibilité et sont devenus la risée de l'opinion publique nationale. Leurs principaux dirigeants, poursuivis par les tribu-

naux pour avoir trempé dans des affaires louches de corruption, croupissaient d'ailleurs depuis de longs mois dans les prisons du pays. Ahmed Ouyahia, Djamel Ould Abbès et Amar Ghoul, incarnaient parfaitement la grande gabegie qui a caractérisé l'ancien régime et sa faillite. Mais, malgré l'adversité, les responsables de ces Partis ont continué à s'accrocher, en entretenant l'illusion d'une probable renaissance. A la hâte, ils ont réélu de nouvelles directions politiques, et de nouveaux visages ont ainsi émergé. Ce sont les Abou El Fadl Baadji, Tayeb Zitouni et Fatma Zohra Zerouati, qui ont, lors de du référendum sur la Constitution, animé la campagne électorale, au non de leurs Partis. Ils ont essayé de faire bonne figure, en plaidant la cause du projet du président Tebboune, mais le résultat n'a pas été à la hauteur des espoirs nourris.

Ces Partis ont prouvé, une fois de plus, leur incapacité à mobiliser les Algériens comme l'atteste si bien le très faible taux de participation.

Ce qui constitue une preuve supplémentaire du discrédit qui frappe désormais ces Partis. C'est sans aucun doute pour ces raisons, que le président Tebboune dédaigne de s'afficher avec les responsables de ces Partis qui sont vraiment devenus infréquentables.

K. H.

PÉNURIE DE TRAITEMENTS ANTICANCER :

S.O.S, des enfants en danger de mort !

PAR IDIR AMMOUR

Après avoir saisi officiellement les responsables hiérarchiques et l'autorité de santé, à savoir le ministère de la Santé, les soignants tirent la sonnette d'alarme et lancent un véritable appel de détresse, en ce jour qui coïncide avec la Journée internationale du cancer de l'enfant, célébrée le 15 février de chaque année, qui vise à promouvoir les soins.

Ils révèlent que des dizaines, voire des centaines d'enfants atteints de cancer, sont en danger de mort suite aux ruptures cycliques des médicaments, notamment le Méthotrexate haute dose, l'Aracytine, et on annonce prochainement l'Asparaginase, des produits indiqués dans le traitement des leucémies, tumeurs du cerveau, cancer des os et les lymphomes chez les enfants. Ils témoignent et expriment

leur profonde angoisse, car le besoin immédiat de ces produits vitaux fait défaut. Cette situation a déclenché une panique générale dans les services d'oncologie pédiatrique à travers le territoire national.

"La situation est intenable. Nous ne pouvons pas continuer à soigner dans de telles conditions. Nous avons vécu le même problème le mois de septembre 2020 et voilà trois mois après, nous faisons face à une situation similaire. Nos malades sont en danger de mort.

Le pronostic vital de ces enfants cancéreux est engagé. Nous ne pouvons pas nous taire devant une telle situation dont la détresse des parents est incommensurable. Nous n'avons jamais eu autant de cas de récurrence de maladie". Tel est l'appel de détresse du Pr Houđa Boudiaf, chef de service d'oncologie pédiatrique au Chu

Mustapha Bacha, dans une communication téléphonique avec un confrère. Elle révèle que toutes les commandes faites par la pharmacie de l'hôpital auprès de la PCH, reviennent avec zéro boîte. "Un drame pour tous ces enfants dont l'espérance de vie risque d'être écourtée", s'alarme-t-elle. "Qu'on ne vienne surtout pas, à l'occasion de la Journée mondiale du cancer de l'enfant, pour prendre des photos avec nos malades. Nous demandons des médicaments pour soigner nos patients, ni plus ni moins. Nous comprenons que la pandémie a effectivement bloqué les importations, mais on ne peut pas compromettre le pronostic de nos patients. On a bien pu importer des masques, des blouses et des vaccins, pourquoi pas le Méthotrexate qui est un produit vital et autres médicaments", s'est-elle offusquée.

I. A.

LES DIRECTEURS DES CITÉS UNIVERSITAIRES CONVOQUÉS

Mettre fin à l'anarchie

Les Directeurs des cités universitaires ont été instruits par le ministère de l'Enseignement supérieur, pour mettre fin à la dégradation des conditions de vie estudiantine. L'amélioration de la sécurité et de l'hygiène des pavillons ainsi que de l'hébergement et la restauration.

Suite aux directives du Premier ministre sur la question, le ministère de l'Enseignement supérieur s'appête à donner un coup d'accélérateur aux réformes touchant les conditions de vie des étudiants dans les cités universitaires. Selon une source concordante du ministère de l'Enseignement supérieur "l'ensemble des directeurs des résidences universitaires ont été convoqués pour de nouvelles instructions visant dans l'urgence à une garantie de la sécurité à l'intérieur des campus".

Des cités U ont connu ces derniers temps, un regain d'agressions à l'endroit des campus, par des intrus et désœuvrés causant un climat d'insécurité auprès de la communauté estudiantine.

L'incident ayant causé la mort de la jeune étudiants en sociologie dans la cité de Ouled Fayet a précipité le limogage du directeur de l'Onou, ainsi que d'autres responsables.

Les autres directeurs seront dorénavant mobilisés pour "restaurer les règles draconiennes de sécurité, en interdisant l'accès à toute personne étrangère aux campus universitaires".

Les équipes d'inspection veilleront à visiter les lieux, pour s'enquérir des normes d'hygiène et d'hébergement, qui ont, de l'aveu de plusieurs étudiants, connu une nette dégradation. Le ministère annonce, que 80 cités universitaires parmi les plus anciennes vont être restaurées, après avoir subi des failles dans leurs bâtis.

Il y a également au menu "l'amélioration des conditions de restauration et de transport", suite au constat de "défaillance dans la gestion des ouvres universitaires". Des syndicats étudiants ont dénoncé récemment "des repas de moindre qualité servis dans des plateaux en aluminium, et des literies qui ne sont pas renouvelés que par circonstance".

Les responsables des cités sont directement interpellés sur ces conditions jugées "indignes" pour les étudiants.

Le ministère compte revoir toute la carte de la restauration et du transport universitaire, dans les prochaines semaines.

On croit savoir, que des menus neufs à des prix étudiés seront proposés dans les restaurants universitaires, et d'accentuer de nouvelles dessertes pour le transport, pour ceux qui habitent loin de leurs domiciles.

F. A.

MIDI
MIDI LIBRE



L'INFO, RIEN QUE L'INFO

Décès

Décès le **15/02/2021**
la famille Seghni et Cherbiti, ,
ont la douleur de faire part du
décès du regretté **Seghni Bachir**
survenu à Ben Aknoun Alger à
l'âge de 85 ans
Repose en paix et que DIEU le
tout-Puissant t'accueille en Son
Vaste Paradis et t'accorde Sa Saint
Miséricorde

**A Dieu nous appartenons et à
Lui nous retournons.**

انا لله وانا اليه راجعون

République Algérienne Démocratique et Populaire

Willaya De Médéa

Daïra De ouled antar

Commune De ouled antar

APPEL D'OFFRES OUVERT AVEC EXIGENCE DE CAPACITES MINIMALES N° 01 / 2021

Le président de la commune de ouled antar lance un appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales l'opération suivante :

Réalisation route reliant el hamra et limite commune aziz passant par el bouazria sur 4.6 klm 1ère tranche

toutes entreprises ou particuliers intéressées par lance un appel d'offres ouvert avec exigence de capacités minimales l'opération sont appelées à retirer les cahiers des charges auprès du bureau des marches de la commune de ouled antar contre un paiement de **5000DA** pour chaque cahier des charges aux prés du trésorier de aziz

- ❖ les offres doivent être composées par un dossier de candidature, une offre technique et une offre financière. le dossier de candidature, l'offre technique et l'offre financière sont mises dans des enveloppes séparées et cachetées, indiquant la dénomination de l'entreprise, la référence et l'objet de l'appel d'offres ainsi que la mention « dossier de candidature », « offre technique » ou « offre financière », selon le cas. ces enveloppes seront mises dans une autre enveloppe cachetée et anonyme, comportant la mention « à n'ouvrir que par la commission d'ouverture des plis et d'évaluation des offres et l'intitulé du projet »

❖ dossier de soumission

le dossier de candidature doit comprendre les pièces suivantes:

1. une déclaration de candidature remplie signée, cachetée et datée
2. déclaration de probité remplie signée, cachetée et datée
3. le règlement de création pour les entreprises
4. certificat de qualification professionnel d'activités catégorie 04 et plus (activité principal travaux public).
5. attestation de mise à jour (cnas-casnos-cacobath) visée par les caisses d'assurances valide
6. copie Extrait de rôle en cours de validité apuré ou avec échéanciers
7. Le numéro d'identification fiscale (NIF).
8. copie Registre de commerce
9. liste des employés visé par l'entreprise et attestations des cadres techniques+ attestations d'affiliation
10. Certificat de dépôt de comptes des sociétés personnelles
11. références professionnelles à partir de **2018/2019/2020/** attestations de bonne exécution signées par le maître de l'ouvrage portant nom de projet le montant et date de réalisation
12. liste des moyens matériels doit être accompagner des cartes grise et les attestation d'assurances pour le matériel roulant, et un pv du notaire ou expert agréé pour le matériel non roulant..
13. les bilans financiers de l'entreprise des années **2019/2018/2017**
14. Casier judiciaire du gérant de l'entreprise en cours de validité.

LES CAPACITES MINIMALES EXIGER:

Références professionnelles	02 attestations références professionnelles de bonne exécution AU MINIMUM signées par le maître de l'ouvrage ANNES /2020/2019/2018 d'une montant égale ou plus 15.000.000.00 DA pour chaque projet
Les bilans financiers de l'entreprise	Les bilans financiers de l'entreprise des années 2017/2018/2019Du 30.000.000.00 DA
Liste des employés	01 technicien supérieur ou 01 Ingénieur travaux public
Certificat de qualification professionnel	Certificat de qualification professionnel d'activités catégorie 04 et plus (activité principal travaux public).

L'offre technique: doit comprendre les pièces suivantes:

1. le cahier des charges portant à la dernière page, la mention manuscrite (lu et accepté).
2. déclaration à souscrire rempli signée, cachetée
3. planning et délais de réalisation rempli signée, cachetée.
4. un mémoire technique rempli signée, cachetée

L'offre financière: doit comprendre les pièces suivantes:

1. lettre de soumission rempli signée, cachetée
2. bordereau des prix unitaires rempli signée, cachetée
3. le devis quantitatif et estimatif rempli signée, cachetée
4. définition des prix.

la date limite de dépôt des offres et fixée jours **21** jours à compter de la date de premier parution de l'avis DANS LES QUOTIDIEN NATIONAUX OU BOMOP à 10.00 heures.

les soumissionnaires rentrant engagés par leur offres pendant un délai de **90** jours à compter de la date limite de dépôt des offres .

dépôt des offres au bureau des marchés de la commune de ouled antar.

IMPORTATION DE VOITURES

Octroi de 9 autorisations temporaires

Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham, a affirmé que "9 autorisations temporaires d'importation de voitures ont été accordées jusqu'à présent, l'opération reste ouverte et le nombre des autorisations peut augmenter".

Dans une conférence de presse animée en marge de sa visite de travail dans la wilaya, le ministre a indiqué que "l'opération de réception des dossiers des postulants à l'importation de voitures n'a pas été limitée dans le temps, ni par un nombre donné de concessionnaires", ajoutant que "l'opération reste ouverte à tous ceux capables d'honorer les conditions organisationnelles liées à cette activité".

Le ministre a également déclaré que ceux qui obtiennent ces autorisations temporaires sont tenus de présenter des dossiers de base pour obtenir, dans une seconde phase, l'agrément final leur permettant d'importer les voitures, ajoutant qu'il n'était pas possible d'imposer aux concessionnaires "une date fixe" pour apporter les voitures qui se fera, a-t-il noté, en fonction des capacités financières et des relations de chaque concessionnaire avec le constructeur qu'il représente. Le ministre de l'Industrie, Ferhat Aït Ali Braham avait, lors d'un entretien accordé, dimanche, à la revue "Indjazat", que la liste des concessionnaires retenus dans le cadre de l'importation de véhicules neufs sera révélée "assez bientôt" à l'opinion publique, une liste qui inclura d'autres concessionnaires outre les sept ayant déjà reçu leurs autorisations provisoires.

Le ministre a expliqué aussi que les marques étrangères n'en étaient pas exclues "à condition qu'elles trouvent un Algérien résidant comme concessionnaire et non pas associé".

S'agissant des conditions énoncées par le cahier des charges, M. Aït Ali Braham a nié tout aspect "contraignant", expliquant que ces exigences visaient à assurer un service de qua-



lité. "Nous avons décidé de limiter certaines dispositions à certains modèles seulement, notamment en ce qui concerne les quatre airbags qu'on a imposés pour les véhicules de haut de gamme seulement. Quant à la surface de 6.200 m², exigée pour les showrooms, pensez-vous que quelqu'un qui ne dispose pas de 800 m² pour la maintenance des véhicules, est un opérateur sérieux ?", s'est-il interrogé.

Des discussions avec un constructeur asiatique et un autre européen

Selon lui, la concession exclusive à partir de la maison mère a été incluse dans le nouveau cahier des charges pour éviter que des concessionnaires revendeurs dans leur pays alimentent des revendeurs en Algérie. De plus, a-t-il dit, cette disposition permettra d'empêcher les concessionnaires nationaux de s'approvisionner sur des stocks "morts" des différents marchés du monde, "sans aucune garantie".

A propos des projets industriels pour la construction automobile en Algérie, le ministre a indiqué que des discussions étaient en cours avec deux constructeurs automobiles, l'un asiatique et l'autre européen, qui ont affirmé leur désir d'installer des usines de fabrication locale.

"Nous avons même installé des

groupes de travail qui étudient actuellement la consistance de ces projets (...) Au moment où je vous parle, les discussions avancent très bien avec nos partenaires", a-t-il confié, ajoutant que le constructeur asiatique avait proposé également un projet de construction de bus électriques.

Par ailleurs, le premier responsable du secteur de l'Industrie a fait savoir que lors de son récent entretien avec l'Ambassadeur du Japon, ce dernier a fait part de la volonté des entreprises nipponnes d'investir en Algérie, "selon le nouveau canevas exigeant à l'investisseur de ramener son savoir-faire et son argent, sans qu'il soit obligé de le mettre à la merci d'un associé local".

"Nous voulons lancer notre machine économique dans des créneaux où nous ne serons pas sujets à des soubresauts sécuritaires ou même sanitaires. (...) Si nous arrivons à un rythme d'attractivité qui ramènera 3 à 4 milliards de dollars par an d'investissements sérieux, le tissu industriel va remonter la pente", a estimé le ministre.

Vers des textes de loi permettant d'investir dans les entreprises publiques

En outre, Aït Ali Braham a évoqué le financement de la relance industrielle du pays. Ainsi, en termes de res-

sources internes, "tous les capitaux dormants, sous forme d'épargne théaurisée échappant à l'investissement public ou privé, vont être drainés avec des mesures incitatives à travers la Bourse ou les placements dans les entreprises, notamment publiques".

"Aussi, nous allons changer les textes de loi pour permettre à des investisseurs d'apporter leurs fonds, sans pour autant que cela soit une dette à échéance. Il faudrait également entreprendre une mise à niveau des investissements industriels existants, qui nécessitent des moyens de maintenance modeste", a-t-il expliqué.

Concernant les entreprises publiques, le ministre a noté la nécessité de cesser "les nominations empiriques des dirigeants et des gestions encore plus empiriques". Il a évoqué dans ce sens l'intérêt d'instaurer des contrats de performances établis sur un accord préalable autour de résultats à atteindre à court, moyen et long termes. "Nous sommes en train de revoir, justement, le mode opératoire pour choisir des équipes dirigeantes devant correspondre à un profil donné afin d'opérer selon un contrat de performance. Une fois ces équipes identifiées, nous pourrions discuter avec les créanciers des voies et moyens de relancer les activités pour chaque groupe et chaque filiale", a-t-il indiqué.

E-PAIEMENT

L'AADL et AP préparent le lancement d'un service dédié au règlement du loyer

L'Agence nationale de l'amélioration et du développement du logement (AADL) et Algérie Poste (AP) préparent le lancement d'un service au profit des bénéficiaires de logements de type location-vente, en vue de leur permettre de régler leur loyer par e-paiement à travers l'utilisation de la carte Edahabia, a indiqué un communiqué de l'AADL.

Ce service permettra aux locataires de logement de la formule location-vente de régler leur loyer via les systèmes

d'e-paiement qui seront installés au niveau des bureaux de gestion existant dans les différentes cités AADL.

Cette opération s'inscrit dans le cadre de la nouvelle stratégie, lancée par l'AADL, en matière de numérisation, à l'effet de rapprocher les prestations des bénéficiaires de logements de type location-vente, selon le communiqué. Dans le cadre des préparatifs pour le lancement de ce service, le directeur général de l'AADL, Mohamed Tarek Belaribi, a tenu une réunion avec la

directrice générale d'Algérie Poste, des responsables du même établissement, le directeur général adjoint de la filiale de gestion immobilière (Gest-Immo), ainsi qu'avec la directrice du recensement et de l'information de l'AADL. Dans ce cadre, le DG de l'AADL a écouté un exposé présenté par le directeur Informatique et Sécurisation des réseaux, autour des modalités d'utilisation de cette technique et de règlement des loyers.

Ce service permettra aux locataires de

la formule location-vente de régler leur loyer, via un système de e-paiement qui sera installé au niveau des bureaux de gestion des différentes cités AADL. Ce service sera également disponible via une application téléchargeable sur le téléphone.

Un système QR peut être également utilisé pour ce service, ou à travers le recours au prélèvement mensuel ou bien le paiement ordinaire au niveau des bureaux d'AP.

R. E.

JOURNÉE ÉDUCATIONNELLE INTERACTIVE "SOIGNANTS-SOIGNÉS"

Trouble du spectre autistique, prise en charge et perspectives

Le Centre d'équithérapie (El Amel de Ben-Aknoun) a organisé une journée interactive sur le trouble du spectre autistique à l'initiative du Réseau d'oncologie de soins de support (Ross de l'EHS CPMC) et au profit des soignants et patients du CPMC, parents d'enfants autistes.

PAR OURIDA AÏT ALI



Oukkal Zina

Zina Fettouchi Oukkal, onco-psychologue et coordinatrice du Réseau Ross CPMC expliquera, dans son allocution d'ouverture et présentation du programme de la journée, que c'est une "journée d'éducation thérapeutique sur le trouble et les soins de support possibles, qui

améliorent la qualité de vie des enfants et de leurs parents". Ces "soignants et patients, en plus de s'occuper de cette lourde maladie qu'est le cancer, souffrent de la prise en charge déficitaire d'une pathologie encore mal cernée de leurs enfants. Souvent mal

orientés et livrés à eux-mêmes, ils ne savent plus à quel saint se vouer" poursuivra-t-elle. Cette journée scientifique, d'études et d'échanges a donc été organisée, samedi 16 janvier 2021, au centre de Coopération des soignants et de soins de support du réseau Ross du

CPMC, en collaboration avec l'Association d'équithérapie dirigée par Benoufella Meriama, qui est par ailleurs partie prenante, eu égard à ses interventions en équithérapie, ou thérapie par le cheval, discipline du reste connue depuis l'Antiquité et considérée comme un soin de support, de bien-être pour les enfants autistes et qui intègre le travail pluridisciplinaire du Réseau. L'objectif de la journée est d'apporter des explications aux parents sur ce qu'est l'autisme pour comprendre sans angoisse les attitudes et comportements de leurs enfants afin de réagir en conséquence.

A cet effet, ont pris part à cet événement scientifique différents spécialistes, chacun dans son domaine, en raison du fait que la prise en charge de l'autisme nécessite des interventions multiples par rapport à ce trouble du spectre autistique.

Dr Chaouki Kitoune : "Les signes de l'autisme varient d'un enfant à l'autre"

Le docteur Chaouki Kitoune, spécialiste en pédopsychiatrie, a été convié par le Réseau pour présenter la pathologie en termes accessibles et énoncer les difficultés de diagnostic de l'autisme, étant donné que les symptômes de l'autisme peuvent être communs à d'autres pathologies. Le pédopsychiatre précisera que "les signes de l'autisme varient d'un enfant à l'autre, d'où le mot spectre" ; il importe également, dira-t-il, de "ne pas négliger certains signes tels qu'un retard de développement ou une régression temporaire du langage voire des stéréotypes dans les attitudes". A ces symptômes s'ajoutent par moment des formes aggravantes qui sont autant de souffrances, comme l'anxiété, la dépression, l'épilepsie, les retards du langage, et mental...

Evoquant les facteurs de risques il citera ceux relevant de la "génétique et de



Dr Chaouki Kitoune

l'environnement". Le praticien déplorera un déficit dans le domaine de structures dédiées spécifiquement au traitement de l'autisme aussi dira-t-il, les parents sont "ballotés d'un service à un autre, ceci non pas par négligence mais surtout du fait de la nature même de la maladie dont la connaissance n'est pas encore entièrement cernée".

Ce retard de diagnostic entraîne malheureusement l'aggravation des troubles. Le praticien terminera son intervention en insistant sur le dépistage du trouble avant 18 mois pour "une prise en charge précoce et une stimulation adaptée pour le développement psychomoteur". Après la présentation exhaustive du pédopsychiatre Dr

Chaouki Kitoune, pivot de la prise en charge, des intervenantes de soins de support, lui ont succédé, en l'occurrence Melle Tasnim El Baitar et Mme Fatima Mallek.

Ces deux psychologues ont été stagiaires à l'unité de psycho-oncologie du CPMC il y a de cela quelques années. Elles interviennent depuis huit ans auprès des autistes dans des centres pour enfants inadaptés, notamment en guidance parentale. Elles évoqueront l'intérêt de l'évaluation anamnétique avec les parents, l'apprentissage de la station assise, le pointing et insisteront sur le rôle spécifique des parents par les spécialistes, pour encadrer leurs enfants, lesquels nécessitent un suivi particulier. En effet, un suivi permanent des parents en charge thérapeutique aidera un tant soit peu l'enfant à la réinsertion psychosociale.

OUAICHOUCHE YASMINE, PSYCHOLOGUE ORTHOPHONISTE :

"Le rôle des parents est très important"

Ouaichouche Yasmine, psychologue orthophoniste, spécialisée en neurosciences cognitives, s'attachera à apporter, à l'assistance, des explications relatives aux correctifs liés aux troubles du langage, ce par des exercices phonétiques et grâce à des méthodes pédagogiques appropriées. Ceci permettra à l'enfant de mieux s'exprimer et mieux s'insérer à la vie sociale. Elle a insisté sur le travail complémentaire des parents à la maison avec un support imagé sur les repères quotidiens pour une acquisition rapide et progressive du langage.



Ouaichouche Yasmine

SAKINA LATEB, NUTRITIONNISTE :

"L'éducation alimentaire comme support de soins"



Sakina Lateb

Sakina Lateb, nutritionniste, a prôné l'adaptation d'un régime alimentaire équilibré et spécifique aux enfants autistes qui s'avère fondamental pour éviter la malnutrition et la surcharge pondérale. Cette spécialiste a bien étudié la question lors de son master sur le thème de la nutrition chez l'enfant autiste.

Sakina Lateb donnera en l'occurrence des conseils adéquats pour ne pas laisser l'enfant s'alimenter à sa guise, d'autant précise la biologiste que "ce dernier souffre de rigidité alimentaire en rapport avec ses habitudes et rituels qu'il importe de corriger".

La nutritionniste expliquera que "l'enfant sélectionnera certains aliments et rejettera d'autres ; les aliments qu'il choisira seront, généralement, à calories vides sans aucun bénéfice nutritionnel, aussi doit-on procéder à une éducation alimentaire comme support de soins" dira-t-elle.

En conséquence et afin d'habituer l'enfant à un régime alimentaire adéquat, "il importe de lui donner des sucres lents, des graisses insaturées et des légumineuses", soulignera l'intervenante.

MERIEM BENOUFFELLA, RESPONSABLE DE L'ASSOCIATION EL AMEL D'ÉQUITHÉRAPIE :

"L'équitation est un apport indéniable à l'épanouissement de l'enfant"

La responsable du centre El Amel d'équithérapie depuis 2010, informera, à son tour, l'assistance sur les prestations proposées dans son centre qui stimulent et participent au bien-être des enfants en général et des enfants fragilisés en particulier par la mise à disposition de ses structures de loisirs et de formation. En ce sens elle dira que l'équithérapie constitue, entre autres, un apport indéniable à l'épanouissement des enfants (autistes et trisomiques).



benoufella Meriem

SORAYA MELLOUK, ARTISTE-PEINTRE, MEMBRE DU RÉSEAU ROSS CPMC :

"La couleur est un moyen d'expression pour les petits malades"

Soraya Mellouk, artiste-peintre, membre du réseau Ross CPMC, bénéficie d'une longue expérience auprès des patients et soignants de différents hôpitaux d'Alger, dont le CPMC actuellement.



Soraya Mellouk

Cet artiste a parlé de l'effet presque magique qu'exerce la peinture et couler sur le monde interne de l'enfant et l'adulte. C'est un moyen d'expression possible pour les enfants autistes qui ont souvent des problèmes de langage.

En marge de cette journée éducative, le débat restera ouvert entre les parents d'enfants autistes et les intervenants. Les parents semblent satisfaits par rapport à la compréhension du trouble, mais restent frustrés par rapport au déficit d'une prise en charge pluridisciplinaire de leur enfant et sou-

haitent avoir à leur disposition une équipe aussi complète que celle qu'il ont pu cotoyer au cours de cette journée spéciale. Cela pourrait permettre de préparer précocement l'enfant autiste

à l'intégration d'une scolarité normale, car un enfant autiste, pris précocement en charge, peut être une personne compétente et productive et non une charge pour ses parents et pour la société.

Le docteur Kitoune et Mme Fettouchi Oukkal ont conclu en recommandant l'intérêt d'"institutionnaliser les soins de support nécessaires dans les structures de soins pour une meilleure prise en charge".

Il est à remarquer par ailleurs que selon une étude récente présentée par l'OMS, il est estimé qu'environ 1 enfant sur 160 présente un trouble du spectre autistique. Récemment, d'autres études ont néanmoins fait état de taux sensiblement plus élevés vu que la pathologie est en progression.

En Algérie, le nombre d'enfants autistes n'est pas clairement établi et la plupart de ces enfants vont trouver un blocage à leur scolarité, ce malgré les dispositions législatives et réglementaires en vigueur suivant un arrêté établi par les trois ministères, à savoir, le ministère de la Santé, de la Solidarité et de l'Éducation nationale.

L'équithérapie : se soigner grâce aux chevaux

L'équithérapie compte sur un trio gagnant : le cheval, le patient et le thérapeute. Elle comporte de nombreux bienfaits, sur le plan cognitif et comportemental, psychique et corporel.

Les bienfaits de l'équithérapie

Les équithérapeutes peuvent intervenir pour prendre en charge des enfants, des adolescents ou des adultes ayant maladie, un handicap, une souffrance ou tout autre besoin spécifique. L'équithérapie s'attache à améliorer les difficultés d'ordre psychique, comme l'angoisse, le retard intellectuel ou de langage, le manque de confiance en soi ou encore certains troubles du comportement.

Elle comporte de nombreux bienfaits :
***Psychologiques** : elle permet une valorisation du patient, une meilleure gestion émotionnelle, un gain de confiance en soi, une meilleure communication, une socialisation, mais aussi une prise d'initiative ;
***Corporels** : sur l'équilibre et la posture, le tonus, la souplesse, la latéralisation, la motricité globale et fine, l'éveil sensoriel.

L'équithérapie dans le traitement de l'autisme

L'activité d'équithérapie peut être un

bon allié en complément des soins de pédopsychiatrie pour les personnes souffrant d'un trouble du spectre autistique. Elle permet effectivement d'appliquer les techniques et les principes thérapeutiques dans un cadre ludique et dans une ambiance apaisante, avec l'aide d'un cheval comme médiateur.

Dès la première séance, on peut noter une amélioration, notamment dans la communication, l'imitation, la régulation perceptive, émotionnelle et motrice. Mieux, l'équithérapie permettrait une rééducation efficace de la socialisation et de la communication, de la régulation cognitivo-comportementale.

L'équithérapie en pratique

Si elle a pour but de soigner l'esprit, l'équithérapie prend en compte les dimensions à la fois psychiques et corporelles du patient. La séance débute généralement par un entretien entre le thérapeute et le patient, pour faire connaissance, apprendre à se faire confiance, évaluer le besoin du patient.

Ensuite, le cheval intervient. La séance peut alors prendre plusieurs formes et inclure plusieurs type d'activités. Citons notamment :

*un brossage du cheval pour une première prise de contact avec l'animal, pour s'apprivoiser ;

*faire faire des exercices précis, pour apprendre à communiquer avec l'animal, à se positionner face à lui ;

*observer le cheval en liberté, découvrir ses gestes et allures naturelles ;

*travailler au sol, le cheval étant tenu en main ;

*être sur le cheval, pour travailler la motricité, mais aussi entrer en contact physique avec l'animal.

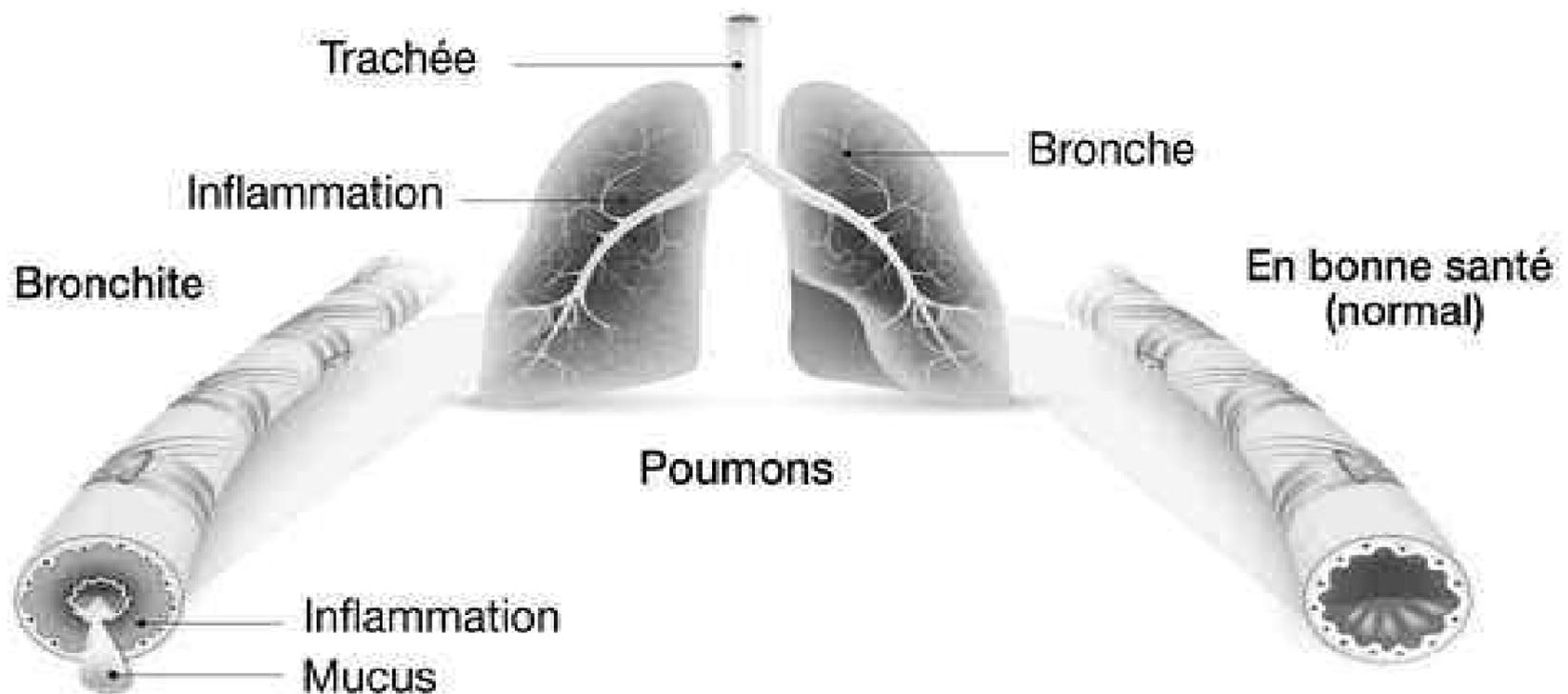
Devenir équithérapeute :

Pour obtenir un diplôme d'équithérapeute, il faut suivre une formation de 12 à 18 mois dans un institut spécialisé. Elle comprend des cours théoriques (majoritairement) et des stages pratiques. Il s'agit d'apprendre à connaître la personne, le cheval et de bien maîtriser les techniques thérapeutiques en équithérapie.

La formation est ouverte aux personnels médicaux, paramédicaux et médico-sociaux, mais aussi aux professionnels expérimentés dans le travail au bénéfice de personnes en difficulté.

Aussi, une expérience minimum au contact du cheval ainsi qu'un certain niveau de pratique de l'équitation (galop 4) sont requis.

Bronchite aiguë de l'adulte



Définition

La bronchite aiguë de l'adulte est l'inflammation des bronches. Elle est surtout aiguë, alors souvent due à un virus, plus rarement à un microbe (surinfection bactérienne). Plus rarement chronique, alors liée à des toxiques (tabac ++).
Note : Pour éviter tout malentendu nous parlerons dans cet article de la bronchite aiguë.

Ce qui se passe

Dans un premier temps, l'agent infectant (généralement un virus) pénètre dans les bronches et provoque une réaction inflammatoire de la muqueuse. Il s'ensuit immédiatement une toux d'abord sèche (toux d'irritation).

Dans un deuxième temps, pour se défendre, la muqueuse sécrète un mucus que l'organisme expulse sous forme de crachats clairs grâce à une toux dite humide ou grasse.

Dans un troisième temps, un microbe peut se mettre de la partie et entraîner la surinfection des sécrétions qui vont se manifester par des crachats allant du jaune à plus foncé contenant du pus.

Ce qui doit vous amener à consulter

Une toux sèche associée à une fièvre et des crachats clairs. Fièvre et crachats sont en effet les symptômes décisifs pour voir le médecin. En leur absence on peut effectivement se battre avec un antitussif raisonnablement, plutôt pour aider la toux à être plus efficace que pour la supprimer totalement et de la vitamine C ou divers coups de pouce comme l'homéopathie ou les huiles essentielles.

Une toux sèche associée à une fatigue. Dans ce cas il y a plus de risques que cela se complique ou que la cause soit

moins banale qu'une infection saisonnière: vous consulterez s'il y a des signes de surinfection, une (ré)apparition de fièvre, ou une absence de progrès en une semaine. Une toux isolée et récente n'est pas inquiétante a priori, sauf si vous présentez des facteurs de risques comme l'asthme ou tout autre maladies pulmonaires comme la bronchite chronique.

Une toux grasse : c'est le signe que l'organisme se défend et que les bronches se nettoient : il ne faut pas prendre d'antitussifs abusivement pour préserver ce drainage de nettoyage; ils seront éventuellement tolérés pour préserver le sommeil, sauf si asthme.

L'attitude du médecin

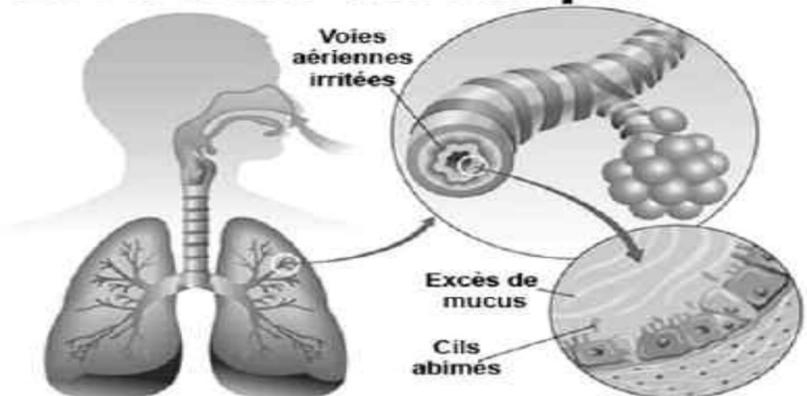
Son problème est de savoir si oui ou non il vous fera passer une radiographie pulmonaire et s'il vous mettra aux antibiotiques :

Il demandera la radiographie s'il suspecte un problème pulmonaire sous-jacent quel qu'il soit. Exemple : premier épisode de bronchite sévère ou trainante chez un gros fumeur (recherche des signes de bronchite chronique ou pouvant faire suspecter un cancer), ou anomalie localisée à l'auscultation.

Il vous mettra d'emblée aux antibiotiques si en plus des crachats purulents, vous êtes particulièrement fatigué ou si vous présentez des facteurs de risques comme nous l'avons vu précédemment. Chez une personne en bonne forme avec des défenses normales, une surinfection modérée peut guérir sans antibiotiques.

Il aura recours rarement à l'examen bactériologique des crachats pour rechercher un germe résistant aux antibiotiques en l'absence de guérison ou dans certains cas un germe particulier comme celui de la tuberculose par exemple.

Bronchite chronique



Les suites

Sans problème dans la majorité des cas, le passage de la bronchite aiguë à la bronchite chronique ne se fait pas. En revanche, ce qui n'a rien d'exceptionnel, c'est la prolongation d'une bronchite aiguë sur un terrain fragilisé par une pneumopathie ancienne, ou par le tabac et la pollution. C'est également le cas si l'antibiothérapie rencontre quelques difficultés.

Dans les périodes à fortes densités virales, il n'est pas rare d'enchaîner deux accès aigus si l'on est très exposé (transports en commun, écoles, professions de soins).

Il en est tout à fait différemment de la

bronchite chronique qui n'est pas le passage à la chronicité d'une bronchite aiguë, comme on pourrait le croire ; il s'agit d'une toute autre maladie, la destruction progressive des bronches par un toxique, et fragilisées chaque hiver par des poussées de surinfection non maîtrisée par des muqueuses devenues incapables d'assurer un nettoyage efficace. Cela signifie que si vous avez une bronchite qui se prolonge, vous ne risquez pas le passage à la bronchite chronique. Par contre, si vous fumez "comme un sapeur", cette bronchite simple peut hâter le passage à la bronchite chronique. Le responsable n'est pas alors que le virus, mais... le tabac.

CONSTANTINE, LIGNE D'EXTENSION DU TRAMWAY

Premiers essais techniques de la 2^e tranche

Des premiers essais techniques de la 2e tranche de la ligne d'extension du tramway de Constantine ont été effectués en prévision de sa mise en exploitation commerciale au cours du premier semestre de l'année 2021.

PAR BOUZIANE MEHDI

L'extension attendue à l'exploitation va de l'entrée de la circonscription administrative Ali-Mendjeli jusqu'à l'université Abdelhamid-Mehri-Constantine 2 sur une distance de 3,5 kilomètres. L'APS a précisé, s'agissant des essais techniques, qu'ils ont été effectués en présence des autorités locales, des responsables de la Société d'exploitation des tramways (Setram) et de ceux de l'entreprise Métro d'Alger. Les essais techniques de ce moyen moderne de transport urbain ont concerné la partie achevée s'étendant de la station Chouhada vers l'université Abdelhamid-Mehri-Constantine 2 sur une distance de 1,2 kilomètre. Le premier roulage d'essai du tramway sur ce tronçon s'est déroulé parallèlement aux travaux de réalisation de deux trémies, d'un pôle d'échange, du viaduc enjambant la rue El-Istiklel, de trois



sous-stations d'électricité, de six stations ainsi que la réalisation de l'aménagement extérieur. En compagnie du wali délégué de la circonscription administrative Ali-Mendjeli, Hassan Khaldi, le directeur local du transport, Farid Khelifi a, supervisant cette opération, fait savoir que les essais techniques se poursuivront jusqu'à "la mi-mars de l'année en cours" avant l'entame de la marche à blanc de ce moyen de transport le long de la 2^e tranche de la ligne d'extension, assurant que "l'extension de la ligne du tramway de la station Kadri-Brahim jusqu'à celle de l'université Constantine 2 sera mise en exploitation commerciale au cours du 1^{er} semestre de l'année en cours

après la levée des réserves et la réussite des tests de trafic qui permettront l'obtention de l'autorisation du ministère de tutelle".

Actuellement, ce moyen de transport en commun est fonctionnel de la station Benabdelmalek-Ramdane au centre-ville de Constantine, à la station terminale Kadri-Brahim de la circonscription administrative Ali-Mendjeli sur une distance de 15 kilomètres, selon l'APS qui a rappelé que le tramway de Constantine a été mis à l'arrêt durant trois mois suite aux mesures de prévention contre la propagation du Covid-19, retardant ainsi la réception du projet d'extension du tracé.

B. M.

ALGER, TRAVAUX PUBLICS

Plusieurs projets d'infrastructures lancés

Le ministre des Travaux publics et ministre par intérim des Transports, Farouk Chiali, a effectué, samedi 23 janvier, une visite de travail au niveau de la wilaya d'Alger au cours de laquelle il a procédé à la mise en service de plusieurs infrastructures stratégiques et au lancement de projets inscrits dans le cadre du plan de désengorgement de la capitale. Accompagné du wali d'Alger et du président de l'Assemblée populaire de wilaya le ministre a entamé sa visite par la mise en service du viaduc boucle reliant l'autoroute au niveau de l'est des Sablettes à la grande mosquée d'Alger dans la commune de Mohammadia, d'une longueur de 400 mètres qui entre dans le cadre d'un projet global d'aménagement. D'un coût de 4,3 milliards DA, ce projet d'aménagement consiste en la réalisation d'ouvrages d'art et de bretelles qui permettront de fluidifier le trafic vers Mohammadia, ainsi que l'avenue Tripoli ou encore vers les Sablettes. Les délais de réalisation sont fixés à 32 mois. La deuxième infrastructure inspectée puis mise en exploitation a été la piste principale de l'aéroport international

Houari-Boumediene d'Alger, d'une longueur de 3.500 mètres qui permettra de recevoir les avions gros porteurs. Selon l'exposé présenté, les travaux, réalisés à 100 % par des entreprises algériennes et à 90 % avec des matériaux locaux, ont coûté 2,5 milliards DA. Ils ont consisté à la mise à niveau de l'infrastructure et de ses annexes ainsi que le prolongement de la piste principale, dans un délai de 6 mois.

Outre le renforcement de la piste, il a été procédé à l'intégration de la dernière technologie de signalisation de nuit, avec, pour la première fois, un système de balisage axial.

M. Chiali, tout en félicitant les entreprises ayant réalisé ce projet malgré le contexte de la crise sanitaire, a donné son accord pour le lancement des travaux de rénovation de la piste secondaire, permettant à l'aéroport d'Alger de se conformer aux normes internationales.

La délégation s'est, par la suite, dirigée vers la pénétrante de l'aéroport-liaison rocade Sud-2^e rocade d'Alger où un pont a été mis en service par le ministre.

Cet ouvrage d'art reliera la rocade Sud

à la 2^e rocade d'Alger, ainsi qu'à la route d'évitement des Eucalyptus et prendra en charge le flux du trafic routier important venant de la 2^e rocade. Par ailleurs, il a été procédé au lancement des travaux de réalisation d'un échangeur sur la 2^e rocade d'Alger qui relie le sud de Baba Hacen à Douera composé de deux ponts de 45 mètres de portée chacun.

Ce projet vise à désenclaver l'accès vers le nouveau stade de Douera, tout en distribuant le flux de circulation vers Kheraïssia.

M. Rahmani a expliqué, dans sa présentation, que toutes les contraintes liées à ce projet ont été levées, notamment les opérations d'expropriation des terrains privés et agricoles (EAC) au niveau des trois localités concernées. Au niveau de la commune de Chéraga, le ministre a donné le coup d'envoi des travaux de réalisation de deux trémies à haut gabarit à 2x2 voies prévues sur la RN41.

Le projet a été confié à la Société d'études et de réalisation d'ouvrages d'art de l'Est pour un montant de 1,43 milliard DA pour un délai de réalisation contractuel de 16 mois.

APS

ANNABA

La réception de la nouvelle gare maritime prévue courant 2021

Le projet de la nouvelle gare maritime d'Annaba sera réceptionné courant 2021 pour permettre la reprise du transport maritime de voyageurs. Une première tranche du projet constituée des premier et second étages, réservés aux voyageurs, sera réceptionnée vers la fin du premier trimestre de l'année en cours tandis que la seconde et dernière tranche sera réceptionnée au cours du second semestre et inclut le troisième étage réservé aux activités commerciales, à la restauration et à la détente.

Les travaux secondaires sont actuellement en cours de parachèvement aux deux premiers niveaux, le taux d'avancement des travaux du projet est estimé à 84 %.

Lancé en 2016 avec un financement de l'entreprise portuaire d'Annaba, le projet a accusé du retard dû au lancement de travaux supplémentaires rendus nécessaires pour consolider le terrain.

Lancée sur une surface de 8.000 m³, la nouvelle gare maritime aura une capacité d'accueil de 240.000 voyageurs par an contre 16.000 actuellement.

Sa conception moderne permettra un passage fluide des voyageurs montant et descendant ainsi que de leurs véhicules à la faveur de couloirs réservés aux procédures de transit.

La gare maritime offrira également un espace de shopping et de détente avec une vue sur la mer et ouvert au public.

MASCARA

L'électrification rurale pour 345 foyers

345 familles, issues des communes de Oggaz et Alaïmia dans la wilaya de Mascara ont bénéficié de l'électrification rurale.

Les autorités locales de la daïra de Oggaz ont procédé à la mise en service du réseau d'électrification rurale au profit de 60 familles du village El-H'taita.

Le projet a été financé par la Caisse de garantie et de solidarité des collectivités locales.

À Kranif il a été procédé à la mise en service du réseau d'électrification rurale au profit de 285 familles.

6 autres familles, issues de cette région, bénéficieront d'opérations similaires prochainement. De même qu'il est attendu, durant les prochains jours, la réception d'un projet de raccordement de Gouassem au réseau d'électrification rurale. Le taux d'avancement des travaux de ce projet est actuellement de 75 %.

APS

NIGER

Dernière ligne droite avant le 2^e tour de la présidentielle



C'est la dernière ligne droite avant le deuxième tour de la présidentielle au Niger. Ce sera dimanche prochain, le 21 février 2021.

La campagne est en cours. Pas de grand meeting, pour l'instant, dans la capitale Niamey, mais surtout en province, où certains propos font polémique. Il ne reste que quelques jours de campagne pour les deux candidats et tout se joue en province et en milieu rural. Mohamed Bazoum et ses alliés ont déjà organisé sept meetings dans sept

chefs-lieux de région sur les huit que compte le pays. Mahamane Ousmane n'en a organisé à ce jour qu'un seul à Tillabéri. De retour de mission, il s'engage véritablement à partir de ce lundi.

Mais les propos violents tenus lors des premiers meetings font monter la tension électorale. Mohamed Al Mansour, enseignant à l'université de Niamey : "Notre campagne est en train de développer des arguments, de mon point de vue, que nous ne connaissons pas, des arguments liés aux villages, à l'ethnie. Nous pensons que c'est très bas. Et nous n'entendons pas de leaders politiques

sortir pour dénoncer ces pratiques." Pour ce second tour, Niamey ne ressemble pas à une ville en campagne, les deux candidats n'ont pas encore tenu leur meeting. Haman Hasmane, un observateur de la vie politique nigérienne : "Les gens doivent se ressaisir, revenir au programme. Chacun n'a qu'à décliner. Et c'est pour cela qu'il y a le face-à-face qui a été prévu par le co-régulateur. Malheureusement, cela n'aura pas lieu, mais nous sommes restés sur notre soif". Les appels pour des élections apaisées se multiplient dans le pays.

BIRMANIE

Violents affrontements entre l'armée et des manifestants

L'armée, qui a renversé le gouvernement d'Aung San Suu Kyi, a déployé des troupes dans plusieurs villes birmanes le 14 février. Des manifestations ont également eu lieu dans plusieurs autres villes du pays. Des images tournées dans une centrale électrique de la ville de Myitkyina et diffusées en ligne montrent des policiers ouvrant le feu sur la foule, sans que l'on sache s'il s'agit de balles

réelles ou en caoutchouc, rapporte la BBC qui précise également que cinq journalistes ont été arrêtés avant d'être relâchés. Le 14 février, l'armée a déployé des troupes dans plusieurs villes birmanes. A Rangoun, capitale économique du pays, des véhicules blindés ont été vus dans les rues pour la première fois depuis le coup d'État. L'AFP indique que des centaines de contestataires se sont rassemblés le 15

février près du siège de la Banque centrale, dans le nord de la ville, pour appeler les fonctionnaires à se mettre en grève. D'autres rassemblements se sont tenus à travers le pays, comme à Naypyidaw, la capitale administrative construite par la junte. Plusieurs dizaines de personnes ont été arrêtées lors de la manifestation, dont une vingtaine d'étudiants, d'après un journaliste local.

IRAK

Erdogan accuse les états-Unis de soutenir "les terroristes"

Après "l'exécution" de treize turcs par le PKK en Irak, Recep Tayyip Erdogan a accusé les États-Unis de soutenir "les terroristes". L'ambassadeur américain en Turquie a également été convoqué par Ankara. "Les déclarations des États-Unis sont déplorables. Vous dites ne pas soutenir les terroristes mais vous êtes bel et bien à leur côtés", a déclaré le président turc lors d'un discours. La Turquie a accusé, le 14 février, le Parti des travailleurs du

Kurdistan (PKK) d'avoir exécuté treize de ses ressortissants, membres des forces de sécurité pour la plupart, qu'il retenait en captivité dans le nord de l'Irak depuis plusieurs années. Selon le ministre turc de la Défense Hulusi Akar, des militaires turcs ont découvert treize corps sans vie dans une grotte située dans la région de Gara, dans le nord de l'Irak, où Ankara mène depuis le 10 février une opération contre le PKK, un groupe qualifié de "terroriste" par la Turquie

et ses alliés occidentaux. Le PKK a reconnu le 14 février la mort d'un groupe de prisonniers, mais a réfuté la version d'Ankara, affirmant qu'ils avaient été tués lors de frappes aériennes turques. Le département d'État américain a "déploré" ces morts le 14 février au soir dans un communiqué. Les déclarations du Président turc rejetant la condamnation américaine traduisent la méfiance d'Ankara envers Washington en ce qui concerne sa

politique à l'égard des rebelles kurdes. Si Washington considère le PKK comme une organisation terroriste à l'instar des autres alliés occidentaux de Washington, il n'en soutient pas moins des milices kurdes qui y sont liées en Syrie dans le cadre de la lutte contre Daesh. Ce soutien aux milices kurdes syriennes des YPG est depuis plusieurs années au cœur des tensions qui traversent les relations turco-américaines.

Agences

CATALOGNE

Les indépendantistes renforcent leur majorité au Parlement

Si sur le papier le candidat du Premier ministre espagnol est arrivé en tête lors des élections des députés de Catalogne, en réalité les partis indépendantistes peuvent se targuer d'avoir remporté le scrutin. Ils ont en effet renforcé dimanche leur majorité au Parlement régional et semblent donc en mesure de se maintenir au pouvoir dans la région.

Au-delà de la politique, l'image qui restera de cette élection sera celle d'assesseurs tenant les bureaux de vote, protégés par des combinaisons blanches intégrales, afin de faire voter les électeurs malades du Covid-19 ou en quarantaine. Surtout, par crainte du virus, les électeurs se sont peu déplacés et l'abstention a bondi à plus de 46 %, plus de 25 points de plus qu'en 2017.

Après le dépouillement de près de 100 % des bulletins, l'ex-ministre de la Santé Salvador Illa est arrivé en tête avec environ 23 % des voix et 33 sièges sur les 135 que compte le parlement régional. Envoyé à Barcelone par le Premier ministre Pedro Sanchez pour écarter les indépendantistes du pouvoir qu'ils occupent depuis 2015, il a toutefois manqué son pari.

Alors que les partis séparatistes se sont engagés par écrit à ne pas sceller d'accord avec lui, Salvador Illa ne pourra a priori pas compter sur les voix nécessaires au Parlement catalan pour se hisser à la présidence de cette riche région, peuplée de 7,8 millions d'habitants. Plus de trois ans après une tentative de sécession avortée, les indépendantistes ont eux dépassé pour la première fois les 50 % des voix lors d'un scrutin régional. Lors du dernier en 2017, ils avaient totalisé 47,5 %.

Agences

YÉMEN

Tragédie humanitaire

10 ans après le soulèvement au Yémen, qui a chassé du pouvoir l'ancien Président Ali Abdallah Saleh, dans la foulée du Printemps arabe, le pays est le théâtre d'une guerre dévastatrice et de la pire tragédie humanitaire au monde.

Le Yémen continue de sombrer en silence, alors que le pays a marqué, mercredi 27 janvier, les dix ans du début d'une contestation lancée dans le sillage des soulèvements dits du "Printemps arabe".

Née le 27 janvier 2011, cette espérance de changement avait vu se mobiliser, pendant plusieurs mois, des dizaines de milliers de manifestants, avant de déboucher, en 2012, sur le départ du Président Ali Abdallah Saleh, alors au pouvoir depuis 1978. Malgré cette victoire du peuple, l'espoir restera au stade de promesse. Car le pays le plus pauvre de la péninsule arabique s'est depuis embourbé dans d'interminables crises politiques et une guerre dévastatrice aux lourdes conséquences humanitaires sur le Yémen.

Une révolution confisquée

La contestation pacifique contre le régime autoritaire du Président Saleh, accusé de corruption et de népotisme, commence à l'initiative d'étudiants et de composantes de la société civile, l'une des plus dynamiques de la région.

L'Université de Sanaa devient l'épicentre de la contestation qui s'étend, depuis la capitale, à la ville de Taëz, et surtout à Aden, grand port du sud du pays. En quelques semaines, les jeunes protestataires sont rejoints par d'importantes tribus, puis par des mouvements d'opposition et des officiers de l'armée.

Dans un premier temps, le Président Saleh, qui sera finalement assassiné en 2017, refuse de partir et compte sur l'appui des pays du Golfe, en misant sur leur crainte d'une contagion des contestations sur leur sol. Tout en appelant au dialogue, il ordonne à ses forces de sécurité, contrôlées par son fils aîné Ahmed, qui était programmé pour lui succéder, de réprimer le mouvement. La campagne de répression se soldera par plusieurs centaines de morts et plusieurs dizaines de milliers de blessés parmi les manifestants.

Acculé après avoir perdu toute légitimité sur le plan international, puis blessé lors d'une attaque contre son palais en juin, Ali Abdallah Saleh jette l'éponge. Le 23 novembre 2011, il signe à Riyad un accord de transition parrainé par les monarchies arabes du Golfe, en vertu duquel il doit remettre le pouvoir à son vice-Président, Abd Rabbo Mansour Hadi. Et ce, en échange de l'immunité pour lui-même et ses proches.

Le 27 février 2012, il cède officielle-



ment le pouvoir, mais cela n'empêche pas le pays de glisser vers l'instabilité, puis le chaos, en raison de calculs politiques qui auront eu raison de l'inexpérience politique des jeunes révolutionnaires.

À l'instar d'autres soulèvements arabes, celui du Yémen a été récupéré par des forces politiques, notamment par les islamistes du parti al-Islah, qui ont en quelque sorte confisqué la révolution pour avancer leurs propres pions, voire leurs idéologies, sans compter l'ingérence des voisins comme le Qatar, l'Arabie saoudite et l'Iran, qui ont complexifié encore plus la situation.

De l'espoir au chaos

Depuis plusieurs années cette guerre dévastatrice fracture le pays. Le principal conflit armé oppose les forces gouvernementales aux Houthis. Profitant de l'instabilité et des divisions politiques, ils ont lancé en juillet 2014 une offensive contre le président Abd Rabbo Mansour Hadi. Ce mouvement rebelle, dont la branche politique porte le nom d'Ansarullah, appartient à la communauté zaïdite. Issue du chiisme, elle était engagée dans un bras de fer avec le pouvoir central depuis le début des années 2000.

Le conflit s'est régionalisé le 25 mars 2015, quand l'Arabie saoudite a pris la tête d'une coalition constituée d'une dizaine de pays arabes et soutenue par les États-Unis, pour tenter de rétablir au pouvoir le président Hadi en exil, chassé de Sanaa par les Houthis.

Cette guerre, qui a fait des dizaines de milliers de morts et des millions de déplacés, a transformé le Yémen en théâtre de la "pire crise humanitaire au monde", selon l'Onu. Encore aujourd'hui, "l'écart entre le prix des denrées alimentaires et ce que les Yéménites peuvent se permettre d'acheter continue de se creuser", augmentant le risque de famine pour des millions de personnes dans les prochains mois.

Les familles se voient aujourd'hui obligées de choisir entre se procurer les médicaments nécessaires au traitement de la maladie chronique d'un proche et la nourriture.

Alors que les ONG n'ont cessé d'alerter sur la gravité de la situation, l'administration Biden tout juste arrivée au pouvoir aux États-Unis a insufflé un vent d'espoir, en disant sa détermination à faire stopper les combats. "Le Président élu a clairement dit que nous allons mettre fin à notre soutien à la campagne militaire menée par l'Arabie saoudite au Yémen", a notamment affirmé, le 20 janvier, le nouveau secrétaire d'État américain Antony Blinken. "Nous allons faire cela très rapidement", a-t-il promis.

Les houthis rayés de la liste noire américaine

Le retrait des rebelles houthis du Yémen de la liste noire américaine des "organisations terroristes" est entrée en vigueur le 16 février, annulant ainsi la décision prise par Donald Trump à la toute fin de son mandat. Les principaux chefs demeurent eux sur la liste

à titre personnel.

À peine quelques semaines après la décision de Donald Trump d'inscrire les rebelles houthis sur la liste américaine des organisations terroristes, l'administration Biden fait marche arrière.

"Nous avons entendu les mises en garde des Nations unies, des groupes humanitaires et des membres des deux partis politiques représentés au Congrès, parmi d'autres, selon lesquelles ce classement aurait pu avoir un impact dévastateur sur l'accès des Yéménites aux biens de première nécessité comme la nourriture ou le carburant", a dit Antony Blinken dans un communiqué.

Dès l'arrivée à la Maison Blanche du nouveau Président Joe Biden, le 20 janvier, les États-Unis avaient annoncé un réexamen urgent de cette décision qu'ils avaient gelée. Et il y a une semaine, le département d'État avait formellement notifié au Congrès américain son intention d'annuler l'inscription sur les deux listes noires pour terrorisme.

Des organisations humanitaires avaient en effet prévenu qu'elles n'avaient pas d'autre choix que de traiter avec les Houthis, qui gouvernent de facto une grande partie du Yémen dont la capitale Sanaa. Or leur désignation comme terroristes exposait quiconque engagerait des transactions avec les rebelles au risque d'être poursuivi en justice par les États-Unis.

"En mettant l'accent sur la nécessité d'améliorer la situation humanitaire au Yémen, nous espérons que les camps yéménites mettront eux l'accent sur le dialogue", a poursuivi Antony Blinken.

Il a confirmé que les principaux chefs des Houthis demeuraient eux sur la liste noire à titre personnel. Ces derniers jours, l'administration Biden a d'ailleurs à plusieurs reprises haussé le ton contre les "attaques" des rebelles visant notamment l'Arabie saoudite, assurant que le retrait de la liste noire ne signifiait en rien qu'elle entendait fermer les yeux.

Les enfants, premières victimes du conflit

Comme dans chaque conflit les premières victimes sont les enfants... Il y a la malnutrition qui est une conséquence indirecte de la guerre mais il y a aussi les dégâts causés par les bombardements de la coalition des pays du golfe mené par l'Arabie Saoudite. On se souvient que souvent les bombardements ciblaient le point d'eau ou les écoles... Au-delà des victimes humaines... Les traumatismes sont énormes. En 2020, 12 millions d'enfants yéménites avaient besoin d'une aide humanitaire pour vivre. Chacun d'entre eux se trouve donc témoin ou victime de graves violences, ou en situation d'extrême précarité. Ils garderont tout au long de leur vie des séquelles traumatisantes.

LIGUE 1 : 12 ENTRAÎNEUR REMERCIÉS

La valse sans fin des coachs

Le Championnat de Ligue 1 n'en est qu'à sa 13^e journée de compétition et ils sont déjà douze entraîneurs à avoir quitté leur poste, de leur propre gré ou limogés, pour diverses raisons.

PAR MOURAD SALHI

La dernière en date est celle du technicien Meziane Ighil qui s'est séparé avant-hier avec la JS Saoura. Arrivé à la JSS en janvier 2020, Ighil quitte, à la surprise générale, le club malgré une bonne entame de saison. Au terme de la 13^e journée de Ligue 1, la JS Saoura pointe à la troisième place du classement général avec 23 points, avec un match en retard à domicile face au leader l'ES Sétif, qui compte 27 points.

Les trois dernières contreperformances de rang en déplacement contre respectivement la JSM Skikda (1-0), la JS Kabylie (2-1) et le MC Oran (2-1) pourraient être à l'origine de cette séparation. Ce sont, d'ailleurs, les seules défaites depuis l'entame de cette nouvelle saison. Dans ce cas bien précis, aux yeux des spécialistes en la matière, le paramètre de résultats ne tient pas vraiment la corde, puisque le club bécharois a remporté sept victoires et deux matchs nuls.

Quelques jours avant lui, l'entraîneur Nabil Neghiz avait quitté le Mouloudia d'Alger. La défaite en déplacement face à la JS Saoura fut la goutte qui a fait déborder le vase. Nabil Neghiz, ancien sélectionneur des Verts et adjoint de Christian Gourcuff, était à la tête du MC Alger depuis près d'un an. L'équipe traverse



actuellement un passage à vide, mais changer n'est pas gagner. L'arrivée d'Abdelkader Amrani quelques heures après son départ du CS Constantine pourra provoquer le déclic. Une chose est sûre, cet entraîneur avait quitté les Sanafir après une série de mauvais résultats.

François Ciccolini (USM Alger) a été le premier entraîneur à faire ses valises avant même le début de la saison. Il a été remplacé par Thiery Froger qui a permis à l'équipe phare de Soustara de revenir à la 9^e place au classement avec un total de 18 points, avec un match de retard face au MC Alger.

Considérés comme le club le plus titré d'Algérie, la JS Kabylie s'est tristement distinguée sur le plan technique, en consommant trois entraîneurs en l'espace de 13 journées seulement. Le club phare de Djurdjura, qui avait débuté la saison sous les ordres du Tunisien Yamen Zelfani, a engagé ensuite Youcef Bouzidi.

Ce dernier qui avait pourtant réussi à redresser la barre, en alignant cinq matchs sans défaite, toutes compétitions confondues, a été, contre toute attente, éjecté de son poste sans raison

apparente, pour être remplacé par le Français Denis Lavagne. L'arrivée de l'ancien coach du CS Constantine sur le banc du club kabyle aura pour objectif d'améliorer l'aspect technique des coéquipiers de Bencherifa.

Le MC Oran a connu également un début de saison mouvementé avec la succession de trois entraîneurs à la tête de la barre technique. Le club phare d'El Hemri, qui a débuté la saison avec le Français Bernard Casoni, a poursuivi sa mission sous les commandes d'Omar Belatoui avant de céder sa place à Kheïredine Madoui. Pendant cette période, plusieurs autres entraîneurs ont claqué la porte à l'imaie de Bougherara (USMBA), Leknaoui (NAHD), Abbas (WAT), Bacha (NCM), Dziri (CABBA), Bouakaz (USB), puis USMBA et d'autres sont sur une chaise éjectable. Cette saison particulière avec la Covid-19 s'annonce longue et périlleuse. Au rythme où vont les choses, la saison actuelle risque bien de battre le record en matière de changement fréquent d'entraîneurs qui anime souvent l'actualité footballistique nationale.

M. S.

FIFA

Infantino à Alger les 21 et 22 février

La Fédération algérienne de football vient d'annoncer la visite à Alger du président de la FIFA Gianni Infantino la semaine prochaine. Si cette visite les 21 et 22 février s'inscrit officiellement « dans le cadre du rapprochement avec les associations membres », elle arrive dans un contexte très particulier.

En effet, alors que le dossier de candidature de Kheïreddine Zetchi au conseil de la FIFA a été rejeté dans des

conditions troubles et que la course est ouverte pour les élections du prochain président de la FAF, la présence d'Infantino à Alger sonne comme un soutien.

Cette visite protocolaire, qui est la première du Suisse en Algérie, sera d'autant plus intéressante à observer que le ministère de la Jeunesse et des Sports a refusé que soit votée la nouvelle version des status fédéraux demandée par la FIFA.



MC ALGER

Djabou quitte le Doyen à l'amiable

C'est terminé entre Abdelmoumen Djabou et le Mouloudia d'Alger. La direction du Doyen a annoncé, ce lundi sur sa page Facebook, la séparation à l'amiable avec son milieu offensif.

De retour à la capitale en 2019, en provenance de l'ES Sétif, l'ex-joueur de l'USM El-Harrach n'a jamais

réussi à démontrer tout son savoir-faire et apporter le plus escompté.

L'ancien international de 34 ans devient le premier Mouloudéen à quitter les Vert et Rouge avant même l'ouverture du mercato hivernal, prévu, en mars prochain, à l'issue de la phase aller du Championnat national de Ligue 1.

JSK

Kalangalanga qualifié face au Stade Malien

La nouvelle recrue kabyle, le Congolais Glody Kalangalanga a rejoint avant-hier sa nouvelle équipe à Tizi-Ouzou. Le nouvel attaquant des Jaune et Vert a rallié le territoire algérien en passant les frontières terrestres avec la Tunisie. L'ex-joueur du CS Chebba a effectué les examens médicaux au sein de l'hôpital des frères Chahid Mahmoud (HCM).

L'international congolais débutera les entraînements à l'occasion de la reprise prévue pour mardi prochain à 17h00 au Stade du 1er-Novembre. Par ailleurs, l'attaquant âgé de 21 ans est qualifié pour la Coupe de la CAF et pourrait faire ses grands débuts à l'occasion du match retour face au Stade Malien, prévu le 21 février prochain.

TURQUIE

Ghezzal ouvre son compteur but

Prêté par Leicester City à Besiktas, l'ailier international algérien Rachid Ghezzal a ouvert son compteur de buts en Championnat avec l'art et la manière. Rachid Ghezzal retrouve clairement des couleurs du côté de la Turquie. Déjà meilleur passeur de Süper Lig avec 10 offrandes délivrées, c'est désormais aux buts que s'attèle l'international algérien (16 sélections). Lors de la rencontre qui a opposé Besiktas à Genclerbirligi, l'ailier, formé du côté de l'Olympique Lyonnais, a ouvert le score dès la 4^e minute de jeu d'une frappe enroulée et imparable pour le gardien adverse. Score final 3-0 pour Besiktas qui se déplaçait chez le 19^e (sur 21) et une première place décrochée ex-aequo avec Galatasaray qui compte, cependant, une meilleure différence de but (+30 contre +27 pour Besiktas). Fenerbahce compte le même nombre de points que les 2 clubs mais sa différence de but (+21) en fait, pour l'heure, le troisième du Championnat. La lutte pour le titre de champion de Turquie s'annonce âpre.

ANGLETERRE

Benrahma passeur face à Sheffield

Pour la réception de Sheffield lundi, David Moyes a décidé de laisser l'international algérien Saïd Benrahma sur le banc et de le faire entrer en jeu en deuxième période.

L'ancien de Nice a fait son entrée en jeu à la 82^e minute mais il a tout de même réussi à laisser sa marque durant cette rencontre. En effet, l'Algérien a délivré une jolie passe décisive pour son coéquipier Fredericks qui a marqué le troisième pour les siens. Score final 3-0 pour West Ham qui se pointe, désormais, à la 4^e place de la Premier League.



LES ROUTES LES PLUS DANGEREUSES DU MONDE



21h00



3.100 km d'asphalte qui partent de la frontière canadienne, traversent 16 états différents pour finir sur les plages de Miami en Floride. C'est l'un des axes routiers les plus fréquentés du pays surtout au moment des départs en vacances. Un trafic intense qui malheureusement se traduit par d'incroyables carambolages. C'est la deuxième route la plus meurtrière du pays : des milliers d'accidents graves s'y produisent chaque année.

ENQUÊTE SOUS HAUTE TENSION



21h00



Dangers de la route : les vidéos de l'extrême - Spécial USA. Aux Etats-Unis, 80 % des véhicules neufs sont équipés de caméras embarquées. Elles enregistrent comme jamais auparavant les comportements les plus dangereux. Aux États-Unis, les rescapés de dix accidents hors normes reviennent, images à l'appui, sur ces quelques secondes où leur vie a failli basculer.

LA FAUTE À ROUSSEAU PAUL ET LA LIBERTÉ



21h00



Paul, mystérieux et très beau garçon, est nouveau au lycée. Il fascine tout le monde, à commencer par Théo. Lorsque Paul commence à s'ouvrir sur son passé douloureux, Benjamin découvre un élève persuadé que sa vie est foutue. Paul doit-il pour autant considérer que tout, désormais, est écrit d'avance? Qu'il sera toujours fatalement ramené à la faute qu'il a commise ?...

DES RACINES ET DES AILES TERROIRS D'EXCELLENCE



21h00



Didier Olivry, responsable du Conservatoire du littoral de Bretagne, transforme en gîtes dix-neuf sites côtiers emblématiques. Sur la côte Nord, Loïc Maillard s'est battu pour que le granit breton obtienne le label d'indication géographique. A Saint-Malo, une école internationale enseigne la fabrication des crêpes et des galettes. David Akpamagbo sublime une autre tradition bretonne : le beurre.



LA SELECTION DU MIDI LIBRE

QUAND ON A 17 ANS



21h00



Thomas, un enfant adopté, se montre violent avec Damien, le fils d'un militaire et de Marianne, médecin. Une attitude que personne ne comprend. Un jour, Thomas appelle Marianne pour qu'elle ausculte sa mère, malade depuis un moment. Le médecin découvre que cette dernière est enceinte. Un miracle alors qu'elle a accumulé les fausses couches. Pour soulager la future maman et pour que le climat s'apaise entre les deux adolescents, elle propose d'héberger Thomas, qui habite loin du lycée.

L'HISTOIRE SECRÈTE DE NOTRE CORPS



21h00



Les nouvelles technologies d'imagerie scientifique permettent d'explorer le corps humain pour retracer son histoire et comprendre ce qui le relie aux autres espèces. Chaque organe est apparu et a évolué selon une chronologie que la science peut désormais reconstituer. Cette généalogie montre que l'humain partage une longue histoire avec les autres habitants de la planète. Aux quatre coins du monde, des scientifiques révèlent peu à peu les incroyables mécanismes qui ont façonné les organes.

TOP CHEF



21h00



Top Chef est une émission de télévision française de télé-réalité culinaire, diffusée sur M6 et quelques jours plus tard sur RTL-TVI, depuis le 22 février 2010. Pour cette nouvelle saison, les cuisines du concours Top Chef vont être le théâtre d'épreuves nouvelles et de challenges inédits. Le jury, composé d'Hélène Darroze, Philippe Etchebest, Paul Pairet et Michel Sarran, a invité des chefs ultra créatifs qui révolutionnent la gastronomie à participer à l'émission.

DOC 2020 LIBRE D'AIMER



21h00



Victime d'un malaise, Serena Ruffo, célèbre actrice et grande sœur d'Elisa, est admise à la polyclinique. Cette dernière ne souhaite pas lui parler tout de suite, ce qui ne manque pas d'interpeller Gabriel. Julia s'occupe de ce qu'elle soupçonne être une anémie. L'ex-mari de Teresa est lui aussi hospitalisé et celle-ci ne souhaite pas non plus lui parler, au grand dam de sa fille, Francesca. Lorenzo prend les choses en main. Chiara rend visite à Lorenzo pour lui demander de l'argent.

Web : www.lemidi-dz.com
MIDI
Quotidien national d'information *Libre*

Gérant : Reda Mehigueni
e-mail : direction@lemidi-dz.com

La rédaction
e-mail : redaction@lemidi-dz.com

Standard : 021.18.22.67
Rédaction : Tél-Fax : 023.18.22.67
Publicité : Tél-Fax : 023.18.22.67
publicite@lemidi-dz.com
Pour vos publicités s'adresser à l'ANEP
01, avenue Pasteur, Alger

Impression :
Centre : SIA Diffusion : Midi Libre
EURL Midi Libre
au capital social de 12.000.000 DA
Compte Bancaire :
SGA Bouzaréah : 021000071130000214 clé 16
Adresse : 12 rue Fouzia-Moulahe Rostomia Clairval Alger.

La reproduction de tout article est interdite sans l'accord de la rédaction. Les manuscrits, photographies ou tout autre document et illustration, adressés ou remis à la rédaction ne seront pas rendus et ne feront l'objet d'aucune réclamation.

Fadjr	06:07
Dohr	13:02
Asr	16:05
Maghreb	18:33
Icha	19:52

VACCINATION ANTI-COVID

Nouvelles déclarations de Benbouzid



Le ministre de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière, Abderrahmane Benbouzid, s'est exprimé, hier, à l'occasion d'une journée parlementaire sur la vaccination contre le coronavirus Covid-19, en rappelant la création d'une plateforme numérique permettant de déclarer les effets secondaires après vaccination. La campagne de vaccination a été lancée à partir de janvier 2021, comme l'avait

demandé le président de la République, M. Abdelmadjid Tebboune, le 20 décembre, a rappelé le ministre.

M. Benbouzid a indiqué qu'un plan stratégique pour la campagne nationale de vaccination a été élaboré en coopération avec le Comité national des Experts spécialisés en vaccination et le Comité national en charge du suivi et de l'évolution de l'épidémie en Algérie, qui a été mis en place par le président de la République en mars 2020.

Le ministre a indiqué que le Plan national de vaccination vise à acquérir des vaccins sûrs, efficaces et de qualité tout en garantissant leur distribution équitable aux groupes à vacciner.

Les dispositions réglementaires de la campagne nationale de vaccination contre le Coronavirus ont été déterminées par le décret ministériel n° 02 du 25 janvier 2021, qui comprend la mise en place d'une campagne nationale de vaccination, a sou-

ligné le même responsable qui a rappelé que la vaccination est gratuite et non obligatoire.

La vaccination concerne toutes les personnes âgées de 18 ans et plus intéressées, a indiqué le ministre de la Santé, en rappelant que la priorité sera donnée aux agents de santé travaillant dans les secteurs public et privé, aux personnes exerçant des tâches stratégiques, aux personnes âgées de 65 ans ou plus et aux personnes atteintes de maladies chroniques.

La vaccination se fait dans des cliniques multiservices de proximité avec les citoyens, des unités de vaccination des départements d'épidémiologie et de médecine préventive, des unités de médecine du travail et des véhicules mobiles pour les habitants des zones d'ombre et isolées.

M. Benbouzid a indiqué, que la quantité de vaccin à acquérir a été déterminée en fonction du taux de couverture souhaité pour les personnes de 18 ans et plus.

TEST PCR (COVID19)

VFS Global annonce le lancement d'un service de prise de rendez-vous

Afin de mieux répondre aux attentes de sa clientèle, VFS Global améliore son offre de prise de rendez-vous de test PCR (COVID-19) en la déclinant de la façon suivante :

- Test PCR en laboratoire résultat sous 24 heures au prix de 7.900 DZD
- Test PCR à domicile/au bureau* résultat sous 12 heures au prix de 12.500 DZD
- Test PCR Salon Premium résultat sous 3 heures au prix de 12.500 DZD

Le service est offert en partenariat exclusif avec le Laboratoire d'analyses médicales, Lazli Farida, approuvé et certifié par le ministère de la Santé, de la Population et de la Réforme hospitalière et accrédité par l'institut Pasteur.

Étapes à suivre pour la prise de rendez-vous :

1. Prenez rendez-vous en ligne sur notre site internet <https://icc-algeria.telerion.com/> ou contactez notre centre d'appels au +213 (0) 21 998 821 (du dimanche au jeudi de 8h00 à 16h00).
2. Passez le test en fonction de la date, de l'heure et du lieu de rendez-vous de votre choix.
3. Effectuez un paiement en espèces.

Pour plus d'information, vous pouvez envoyer un e-mail à covid-test.algeria@vfsglobal.com ou appeler notre ligne d'assistance au +213 (0) 21 998 821.

VACCIN ATRAZENECA

Achat de 800.000 doses auprès d'un laboratoire indien

L'Algérie a signé un contrat avec un laboratoire indien qui produit le vaccin AstraZeneca, pour l'achat de 800.000 doses, attendues dans les prochains jours, a déclaré hier Mme Ouahiba Hadjoudj, directrice de la Pharmacie et des Equipements médicaux, au ministère de la Santé.

D'autres vaccins seront également achetés dans le cadre du système COVAX et les démarches se poursuivent pour la fourniture de l'ensemble des documents nécessaires à l'opération, ajoute la responsable du ministère.

Intervenant au cours d'une journée parlementaire consacrée à la Covid-19, la responsable du ministère a fait part également de "poursuites des négociations avec d'autres laboratoires pour l'achat d'autres lots de vaccin pour assurer la couverture sanitaire à l'ensemble des algériens". Pour rappel, l'Algérie a déjà reçu deux lots de vaccins (50.000 doses du Sputnik V et 50.000 de AstraZeneca) qui ont permis le lancement de la campagne vaccinale qui est appelée à s'accélérer avec l'arrivée des nouvelles doses annoncées.

CORONAVIRUS

Les contaminations poursuivent leur baisse

Le nombre des contaminations poursuit sa baisse. 175 nouveaux cas testés positifs au coronavirus, 162 guérisons et 02 décès, ont été enregistrés ces dernières 24 heures en Algérie, selon le bilan de ce mardi 16 février 2021, publié par le Comité scientifique chargé du suivi de l'épidémie de coronavirus, révélé par son porte-parole, le Dr. Djamel Fourar. L'Algérie totalise 111.069 contaminations depuis le début de l'épidémie, dont 2.945 décès et 76.323 guérisons.

Par ailleurs, 19 patients sont actuellement en soins intensifs, a également fait savoir le Dr Djamel Fourar.

En outre, 25 wilayas ont recensé durant les dernières 24 heures, moins de 9 cas et 19 wilayas n'ont enregistré aucun cas, alors que 4 autres ont enregistré 10 cas et plus.

TIZI-OUZOU

Une adolescente retrouvée morte dans une forêt



La jeune KENZA (17 ans), portée disparue depuis plusieurs jours à Azazga (35 km à l'Est de Tizi-Ouzou), a été retrouvée morte lundi dans la forêt de la commune limitrophe de Yakourène, a appris Algérie 1 de sources sécuritaires. La défunte, lycéenne de son état et native de la wilaya de Bouira, avait disparu de la maison familiale, sise à Azazga, depuis le 01er février courant. Une vaste campagne d'information sur les réseaux sociaux pour la retrouver avait été lancée, mais en vain.

Les circonstances de sa disparition et encore moins de sa mort, restent inconnues à l'heure où nous mettons en ligne.